



RAPPORT
D'ACTIVITÉ
2017
2018

ASSEMBLÉE
NATIONALE
DU QUÉBEC

RAPPORT
D'ACTIVITÉ
2017
2018

ASSEMBLÉE
NATIONALE
DU QUÉBEC

Cette publication a été réalisée avec la collaboration des cadres et le personnel de toutes les unités administratives de l'Assemblée nationale. Le contenu du rapport, sauf indication contraire, fait état des activités de l'Assemblée nationale du Québec pour la période du 1^{er} avril 2017 au 31 mars 2018.

DIRECTION
Isabelle Giguère

CHARGÉE DE PROJET ET RÉDACTION
Martine Dignard

COMITÉ DE RÉFLEXION
Martine Dignard
Aurèle Lavigne-Robichaud
Martine Minville
Christina Turcot

RÉVISION LINGUISTIQUE
Martine Dignard

COLLABORATION ET RÉDACTION
Les contributeurs et contributrices de contenus des unités administratives de l'Assemblée nationale

COLLABORATION
Marie-Josée Dufour

Traduction
Sylvia Ford

DESIGN GRAPHIQUE
Isabelle Bédard

MISE EN PAGE
Louise Williams

PHOTOGRAPHIE COUVERTURE
Stéphane Groleau, photographe d'architecture

PHOTOGRAPHIES
Collection Assemblée nationale du Québec
Fonds Assemblée nationale du Québec
Assemblée parlementaire de la Francophonie

PHOTOGRAPHES
Stéphane Groleau
Roch Thérioux
Marc-André Grenier
Claude Mathieu
François Laliberté
Heidi Hollinger

Direction des communications,
des programmes éducatifs et de l'accueil

IMPRESSION
Division de la reprographie et de l'imprimerie
de l'Assemblée nationale

ISSN 1492-5753
ISBN 978-2-550-80828-2

Dépôt légal – Bibliothèque et Archives nationales
du Québec, 2018

Dépôt légal – Bibliothèque et Archives Canada, 2018



MOT DU PRÉSIDENT

J'ai le privilège, pour une 8^e année consécutive, de vous présenter le *Rapport d'activité 2017-2018* de l'Assemblée nationale du Québec. Cette publication témoigne, de manière condensée, des nombreuses activités de l'Assemblée nationale qui y ont eu cours du 1^{er} avril 2017 au 31 mars 2018. À sa lecture, vous constaterez sa facture soignée et résolument contemporaine qui illustre, de belle manière, le patrimoine unique de notre parlement et de ses activités.

Une Assemblée représentative et délibérative

Gardienne de notre démocratie, l'Assemblée nationale est également le siège où les parlementaires exercent leurs rôles de législateur et de contrôleur. Elle dispose, pour mener à bien son mandat, de onze commissions permanentes responsables de l'examen des questions issues de leurs compétences. De plus, l'Assemblée nationale entretient, depuis fort longtemps, des relations interparlementaires constantes avec plusieurs assemblées législatives. Chaque année, elle va à la rencontre d'autres organisations parlementaires qui défendent et promeuvent la démocratie, la paix, les droits de la personne et la justice. L'année 2017 a revêtu un caractère spécial pour moi, puisque depuis juillet dernier j'assume la présidence de l'Assemblée parlementaire de la Francophonie (APF), et ce, pour une période de deux ans.

Une Assemblée citoyenne

Outre son mandat parlementaire et diplomatique, l'Assemblée nationale occupe une place centrale dans l'histoire de la société québécoise. À preuve, en 2017, elle a célébré le 225^e anniversaire de ses institutions parlementaires. L'Assemblée nationale a également commémoré les 100 ans d'existence du restaurant Le Parlementaire. Qui plus est, elle a noué une entente de partenariat avec l'Institut de tourisme et d'hôtellerie du Québec, qui lui permettra de continuer à mettre de l'avant des produits du terroir québécois tout en devenant un lieu d'apprentissage pour la relève.

Une Assemblée audacieuse

Il est difficile de dissimuler notre enthousiasme devant la concrétisation de plus en plus imposante du nouveau pavillon d'accueil, qui ouvrira ses portes au grand public au cours du 1^{er} trimestre de 2019. Depuis l'automne 2017, les travaux intérieurs se poursuivent. Ce nouvel espace saura répondre aux nouvelles réalités parlementaires et citoyennes.

J'aimerais, en conclusion, exprimer ma gratitude aux membres du personnel qui, par leurs actions quotidiennes, permettent à notre organisation d'être à la fois efficiente et hospitalière. Au nom de tous les parlementaires, je souhaite que cette vue d'ensemble de notre administration témoigne de la vitalité de notre organisation.

Jacques Chagnon

Président de l'Assemblée nationale



MOT DU SECRÉTAIRE GÉNÉRAL

À l'instar du président, je suis heureux et fier de rendre public le 19^e rapport d'activité de l'Assemblée nationale. Il est toujours étonnant, lorsque retentit l'heure du bilan, de constater à quel point la quantité de travail accompli au cours d'une année est considérable. Le rapport d'activité fait état d'un grand nombre d'activités qui ont marqué la période du 1^{er} avril 2017 au 31 mars 2018. Tout en dressant un portrait abrégé et dynamique de ces mêmes activités, dirigées par les parlementaires et le personnel administratif, il nous fait découvrir notre institution sous différents angles.

Pour réaliser sa mission parlementaire, institutionnelle et citoyenne, l'Assemblée dispose d'une administration composée de 634 personnes, dont la principale tâche est de soutenir au quotidien les élus et leur personnel politique. Je tiens d'ailleurs à saluer les efforts soutenus du personnel de toutes les unités administratives. Leur travail assidu permet, entre autres choses, la réalisation de toutes les activités parlementaires, si essentielles en démocratie. En guise d'exemple, l'Assemblée nationale a tenu 82 séances, totalisant 320 heures, tandis que les commissions parlementaires se sont réunies à 458 reprises pour un total de 1328 heures.

L'Assemblée nationale se trouve maintenant à moins d'un an de l'ouverture de son pavillon d'accueil. Les nouveaux espaces se précisent et il est heureux de constater que la décision de marier l'héritage patrimonial d'Eugène-Étienne Taché à un concept architectural moderne et audacieux était la bonne voie à emprunter. La concrétisation du pavillon saura tracer une ligne du temps significative depuis la naissance de nos institutions parlementaires jusqu'à nos jours. Il est important de souligner que la réalisation de ce projet n'aurait pu voir le jour sans une collaboration constante, assidue et dynamique du personnel de l'Assemblée. Tous et toutes ont contribué de différentes façons et selon leur domaine respectif au succès de ce projet d'agrandissement majeur et inégalé depuis 1877.

Je vous propose en lisant ce rapport d'activité de le voir comme un guide pour mieux comprendre le fonctionnement de notre institution. Vous y découvrirez toute la richesse et la diversité qui animent l'Assemblée, laquelle incarne l'expression des principes démocratiques auxquels la société québécoise est si profondément attachée.

Michel Bonsaint

Secrétaire général de l'Assemblée nationale

MISSION ET VALEURS

L'administration de l'Assemblée nationale est dynamique, moderne, compétente et innovatrice. Elle a pour mission principale d'offrir aux parlementaires tous les services et les ressources nécessaires à l'exercice de leurs fonctions qui consistent à légiférer, à contrôler les actions du gouvernement et à représenter leurs concitoyens. En outre, elle répond aux besoins de la population en améliorant constamment son offre de service tout en maintenant un milieu de travail favorable à la créativité et au développement de son personnel.

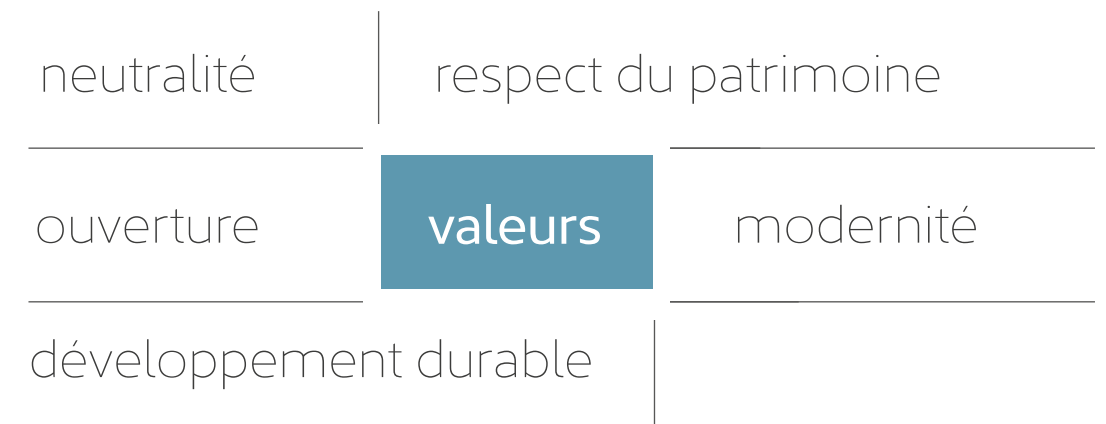


Table des matières

13	PAVILLON D'ACCUEIL
23	TRAVAUX PARLEMENTAIRES
41	COMMISSIONS PARLEMENTAIRES
49	DIPLOMATIE PARLEMENTAIRE
61	ACTIVITÉS INSTITUTIONNELLES ET CITOYENNES
81	ADMINISTRATION
91	ANNEXE

NOUVEAU PAVILLON D'ACCUEIL

Premier agrandissement de l'hôtel du Parlement en 100 ans, le nouveau pavillon d'accueil sera plus moderne, plus accueillant et sécuritaire. L'Assemblée nationale disposera d'infrastructures de sécurité répondant aux standards actuels, d'aires d'accueil mieux adaptées, de deux nouvelles salles de commission parlementaire, d'une salle multifonctionnelle et d'une agora. Le projet permettra également de réaliser de nombreux travaux de mise aux normes et d'intégrer un parcours éducatif.





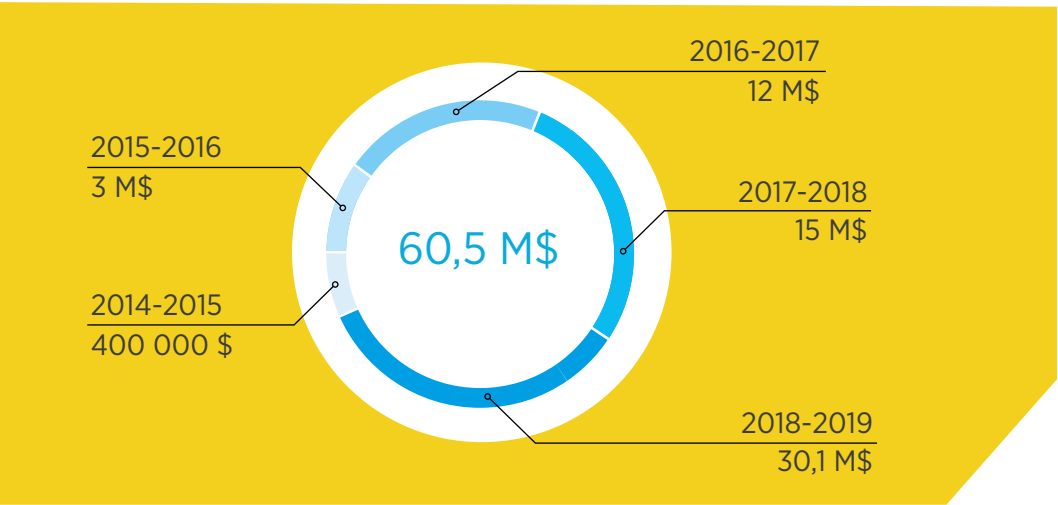
Nouveau pavillon d'accueil

Chantier en bref

Travaux complétés à 60 %

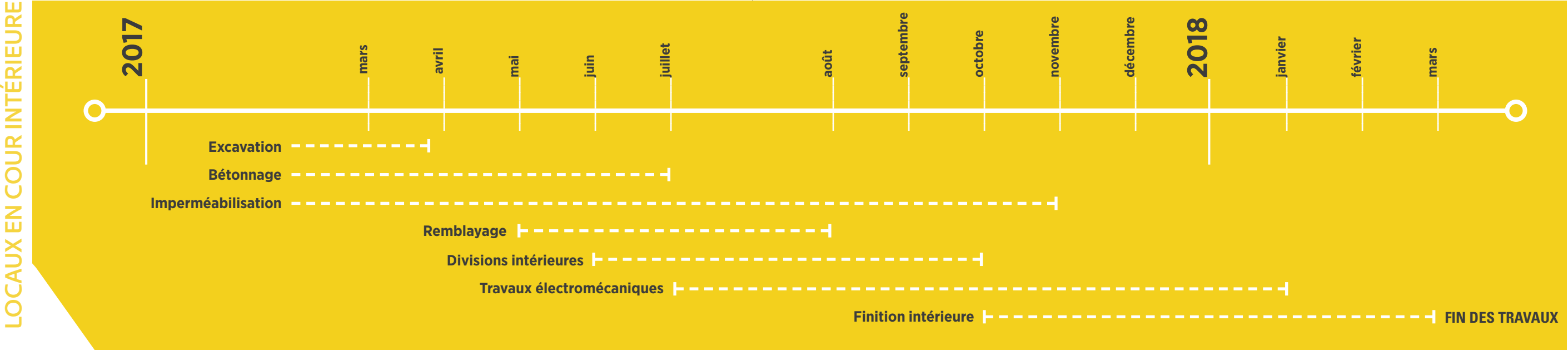
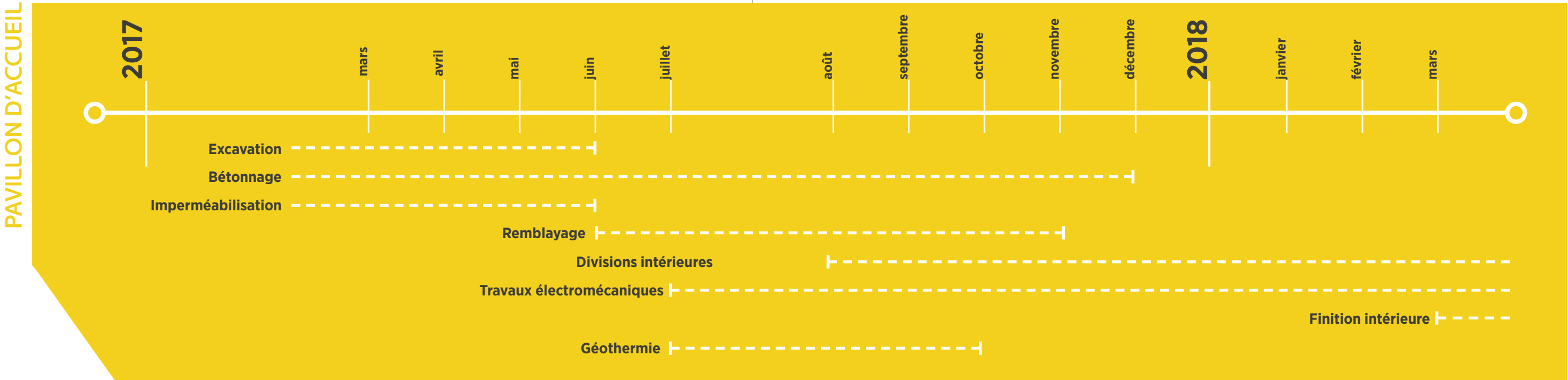
Superficie	3 800 m ² (+ 1500 m ² en cour intérieure)
Lots de construction	44
Entrepreneurs	87
Personnel	574
Heures travaillées	226 216 h
Accident mineur	1

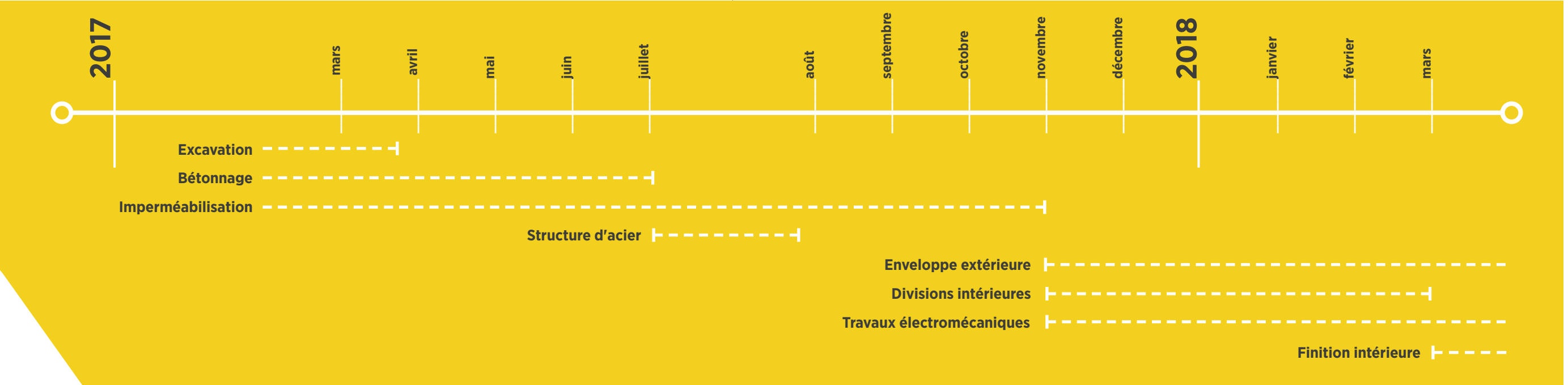
Budget

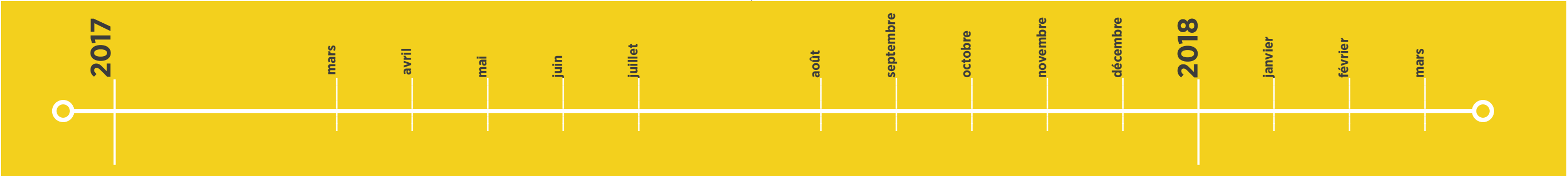


Séquence des travaux

Le projet d'amélioration des infrastructures de l'Assemblée nationale comporte cinq grands secteurs d'intervention : le **pavillon d'accueil**, les **locaux en cour intérieure**, le nouvel **ascenseur de l'hôtel du Parlement**, le **tunnel de la Bibliothèque** et les **guérites du déambulateur nord**. Les diagrammes des pages suivantes exposent les travaux réalisés ou en cours de réalisation lors de la dernière année financière. Il est à noter que les travaux des guérites du déambulateur nord ne sont pas représentés, puisqu'ils ne sont pas encore amorcés.







Mars 2017 /
Bétonnage du pavillon d'accueil



Mai 2017 /
Excavation en façade du pavillon d'accueil



Juin 2017 /
Pose de l'armature de la dalle de toit de l'agora



Juillet 2017 /
Installation du système de chauffage radiant des salles de commission



Septembre 2017 /
Tunnel sous l'hôtel du Parlement



Octobre 2017 /
Vue par l'oculus de la tour centrale de l'hôtel du Parlement



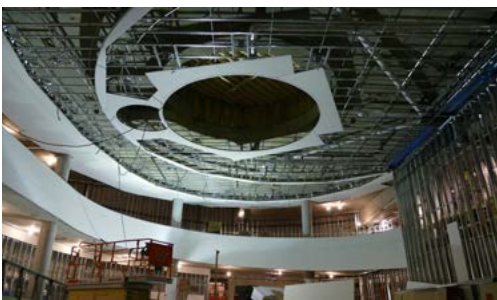
Novembre 2017 /
Vue en façade de l'hôtel du Parlement



Décembre 2017 /
Travaux préparatoires à la dalle sur sol de l'agora



Janvier 2018 /
Mur rideau de la cage de l'ascenseur de l'hôtel du Parlement



Mars 2018 /
Construction du plafond de l'agora et du garde-corps ceinturant la rampe

TRAVAUX PARLEMENTAIRES

On appelle *travaux parlementaires* les travaux, échanges et débats qui se déroulent tant à l'Assemblée qu'en commission parlementaire. Le travail parlementaire se déroule selon un calendrier prévu au Règlement de l'Assemblée nationale. L'Assemblée se réunit ainsi en séances ordinaires pendant deux périodes par année : au printemps et à l'automne. Chaque période comprend des semaines de travaux réguliers et intensifs ainsi que des semaines de travail en circonscription.

Travaux parlementaires

Chaque jour de délibération constitue, en langage parlementaire, une séance. Les séances de l'Assemblée nationale sont divisées en deux périodes : les **affaires courantes** et les **affaires du jour**.

Les **affaires courantes** servent surtout à informer les députés. C'est à cette étape que l'on trouve, par exemple, la période de questions et de réponses orales.

Les **affaires du jour** sont consacrées principalement à l'examen des projets de loi. C'est aussi à ce moment que l'Assemblée est saisie de tous les autres débats de fond.

Une forte symbolique et des règles précises

Le Parlement du Québec, issu de la tradition parlementaire britannique, a laissé sa marque sur les travaux de l'Assemblée sous la forme de nombreux symboles.

En effet, des règles précises encadrent le déroulement des débats à l'Assemblée. En plus de suivre ces règles de procédure, les députés doivent se soumettre à d'autres règles de conduite et observer le décorum.

Répartition des sièges au 31 mars 2018

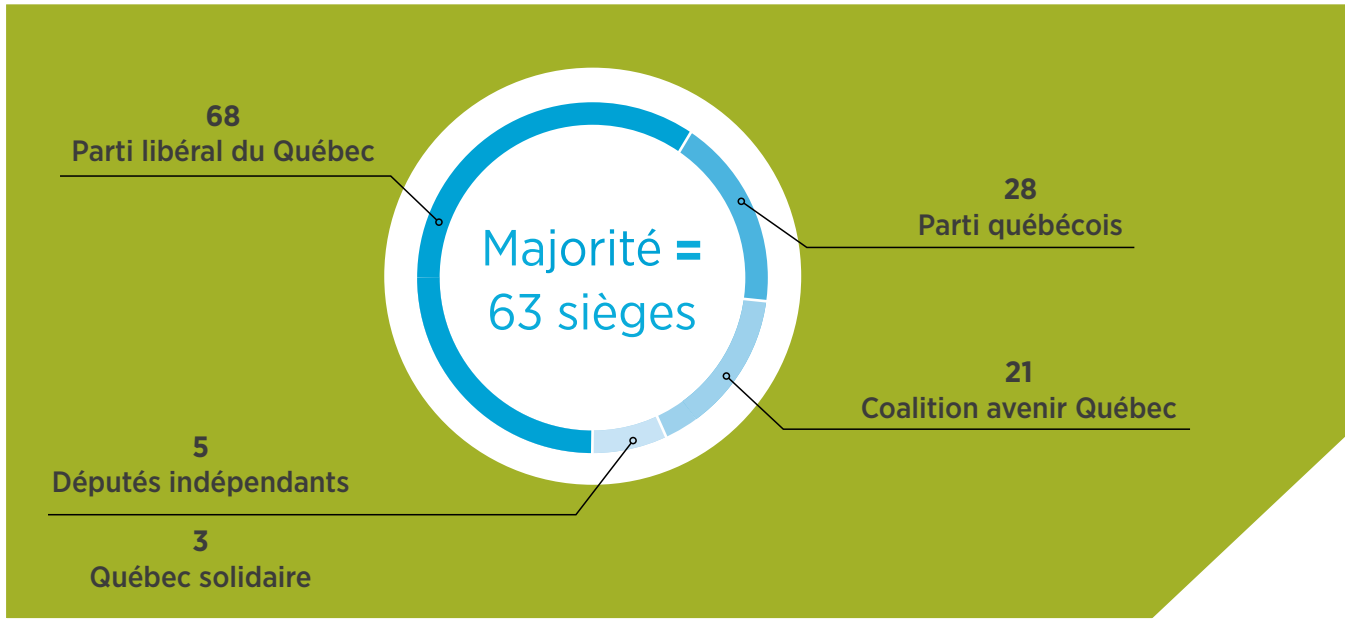


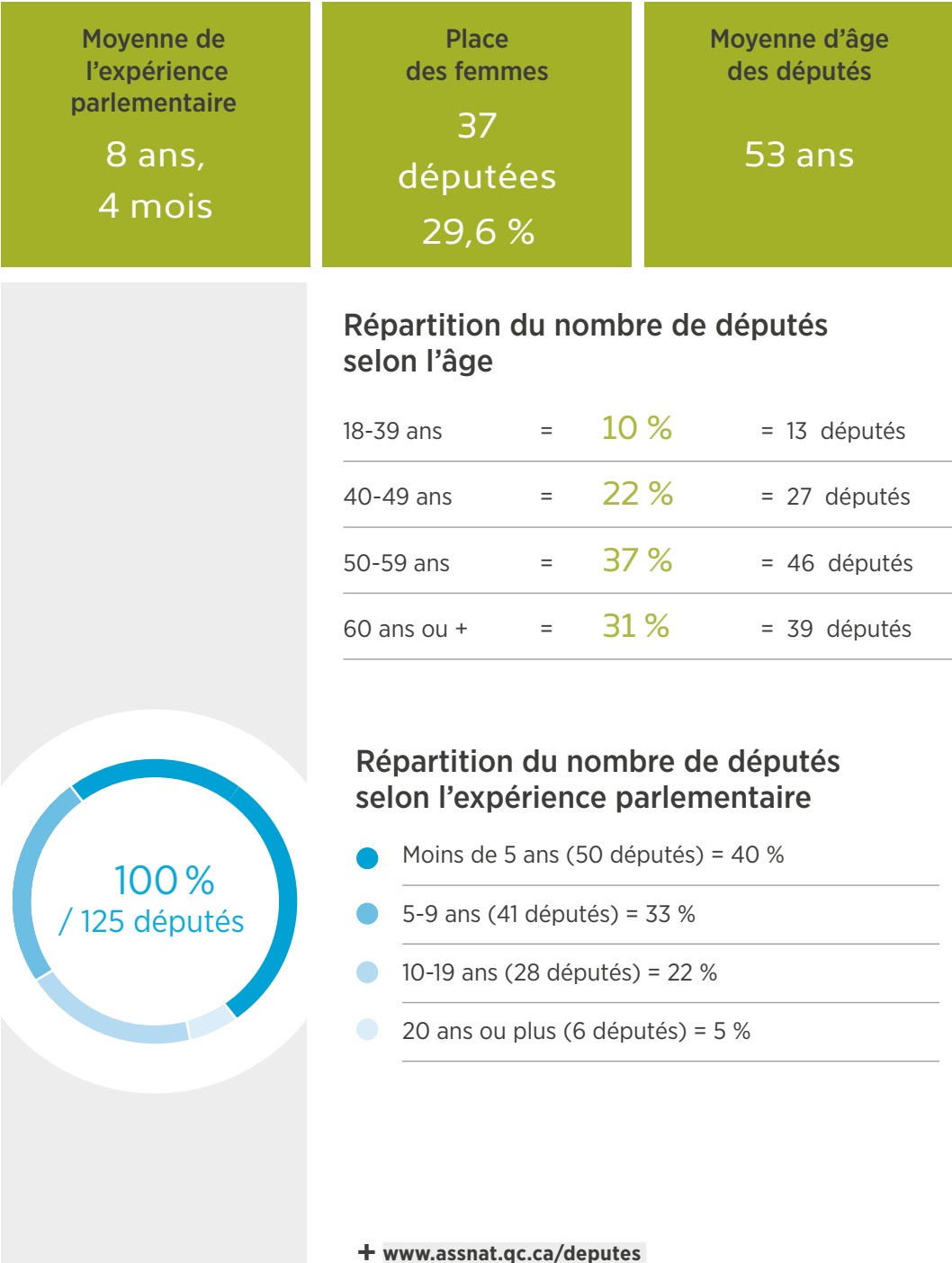
Diagramme de l'Assemblée nationale
Au 31 mars 2018

41^e législature, 1^{re} session



Composition de l'Assemblée nationale

Au 31 mars 2018



Nouveaux députés

Deux élections partielles ont été tenues au cours de la présente année financière.

Dans la circonscription de Gouin, le 29 mai 2017 :
Monsieur Gabriel Nadeau-Dubois, Québec solidaire, candidat élu.

Dans la circonscription de Louis-Hébert, le 2 octobre 2017 :
Madame Geneviève Guilbault, Coalition avenir Québec, candidate élue.

Démission

Monsieur Sam Hamad, député de Louis-Hébert, le 27 avril 2017.
(Date de la première élection : 14 avril 2003)

Changement de statut

Monsieur Gaétan Lelièvre, député de Gaspé, siège à titre de député indépendant depuis le 16 mai 2017.



Présidence de l'Assemblée



M. Jacques Chagnon
Député de
Westmount-Saint-Louis
Président

La présidence arbitre les séances de l'Assemblée en appliquant le Règlement de l'Assemblée afin de maintenir l'ordre, d'assurer le bon déroulement des travaux et de protéger les droits de tous les députés. Elle gère les services de l'Assemblée en s'assurant que l'administration réponde adéquatement aux besoins des députés et des citoyens.

De plus, elle représente l'Assemblée. Elle joue un rôle déterminant dans le rayonnement de l'institution au Québec et sur la scène internationale en développant, entre autres choses, des relations avec d'autres parlements. Elle promeut les valeurs démocratiques et fait connaître le travail des députés à la population au moyen de diverses activités de communication et d'éducation.

Vice-présidence de l'Assemblée



M. François Ouimet
Député de Marquette
1^{er} vice-président



M^{me} Maryse Gaudreault
Députée de Hull
2^e vice-présidente



M. François Gendron
Député d'Abitibi-Ouest
3^e vice-président

+ www.assnat.qc.ca/fonction-president

Anniversaires de vie parlementaire

10 ans **26 mars 2007** : M. Pierre Arcand, M. Pascal Bérubé,
M. François Bonnardel, M. Éric Caire, M. Alexandre Cloutier,
M. Sylvain Gaudreault, M^{me} Nicole Ménard, M. Guy Ouellette,
M. Gerry Sklavounos, M^{me} Christine St-Pierre,
M^{me} Stéphanie Vallée

15 ans **15 avril 2002** : M^{me} Lise Thériault
30 novembre 1998 : M. François Legault

Travail parlementaire

Séances de l'Assemblée

65

Questions écrites,
inscrites au
Feuilleton et préavis

319 h 52

 Nombre d'heures
de séances



13

Nombre de décisions
rendues par la
présidence

Nombre
de séances
82

Séance extraordinaire
1
(incluse dans le nombre
de séances)

Détail mensuel des séances tenues et des heures de travail effectuées au cours de l'exercice 2017-2018

Séances	Heures	
Avril 2017	9	39 h 43
Mai	11	52 h 17
Juin	9	31 h 10
Juillet	0	0
Août	0	0
Septembre	6	21 h 33
Octobre	10	38 h 54
Novembre	14	44 h 27
Décembre	5	17 h 56
Janvier 2018	0	0
Février	9	38 h 27
Mars	9	35 h 25
Total	82	319 h 52

* Ces données concernent la période du 1^{er} avril 2017 au 31 mars 2018.

Séance extraordinaire

L'Assemblée nationale a été convoquée en séance extraordinaire à une occasion, soit le 29 mai 2017, afin de permettre la présentation et l'étude du projet de loi n° 142, Loi assurant la reprise des travaux dans l'industrie de la construction ainsi que le règlement des différends pour le renouvellement des conventions collectives.

Affaires courantes

814 Déclarations de députés

79 Présentations de projets de loi



Aucune
Déclaration ministérielle

1118 Dépôts de documents

Questions et réponses orales*

Périodes	Questions principales	Questions complémentaires	Nb heures
Printemps 2017	452	866	32 h 20
Automne 2017	334	639	23 h 45

** Les statistiques de la période de questions et de réponses orales sont calculées sur la base du calendrier parlementaire : printemps et automne 2017. Il ne s'agit donc pas des statistiques de l'année financière.*

Affaires du jour

Quelques statistiques concernant les rubriques pouvant être traitées lors de la période des affaires du jour.

Période des affaires du jour

Affaires prioritaires**	Débats d'urgence	Débats sur les rapports de commission	Affaires inscrites par les députés de l'opposition	Autres affaires inscrites : approbation d'engagements internationaux	Nombre de débats de fin de séance
	1	5	19	1	26

*** Les affaires prioritaires sont traitées en priorité par rapport à toute autre question en raison de leur importance ou de leur urgence. L'Assemblée nationale a traité plusieurs affaires prioritaires, notamment le **débat sur le discours du budget**, engagé le 29 mars 2018.*

Débat d'urgence

Un débat d'urgence a été tenu et portait sur la décision du Département du commerce américain d'imposer des droits compensatoires préliminaires de près de 220 % aux appareils C Series de Bombardier.

Pétitions

	Pétitions papier	Pétitions électroniques	Total pétitions présentées
2016-2017	59 pétitions 128 450 signatures	99 pétitions 301 918 signatures	158 pétitions 430 368 signatures
2017-2018	60 pétitions 128 195 signatures	98 pétitions 193 924 signatures	158 pétitions 322 119 signatures

+ www.assnat.qc.ca/petition

+ www.assnat.qc.ca/cheminement-petitions

+ www.assnat.qc.ca/seance

+ www.assnat.qc.ca/seance-extraordinaire

Projets de loi

79 projets de loi ont été présentés à l'Assemblée nationale, comparativement à 56 l'année précédente.

Projets de loi publics du gouvernement **38**

Projets de loi publics de député **31**

Projets de loi d'intérêt privé **10**

De tous les projets de loi présentés depuis le début de la 41^e législature, 42 ont été adoptés cette année.

Projets de loi publics du gouvernement **33**, dont **48,5 %** adoptés à l'unanimité

Projets de loi publics de député - **Aucun**

Projets de loi d'intérêt privé **9**, dont **8** adoptés à l'unanimité

De tous les projets de loi adoptés, 57 % l'ont été à l'unanimité.

Les projets de loi publics du gouvernement adoptés et projets de loi d'intérêt privé adoptés peuvent être consultés à la fin du document à l'annexe 1.

+ www.assnat.qc.ca/projets-loi

Dépôt de documents

Catégories de documents	TOTAL	%
Réponses aux questions inscrites au Feuilleton	61	5,5
Décisions du Bureau de l'Assemblée nationale	19	1,7
Pétitions	158	14,1
Réponses aux pétitions	127	11,4
Rapports de commission	101	9
Rapports annuels (ministères et organismes)	314	28,1
Autres documents	338	30,2
Total	1118	100

+ www.assnat.qc.ca/documents-deposes

Journal des débats

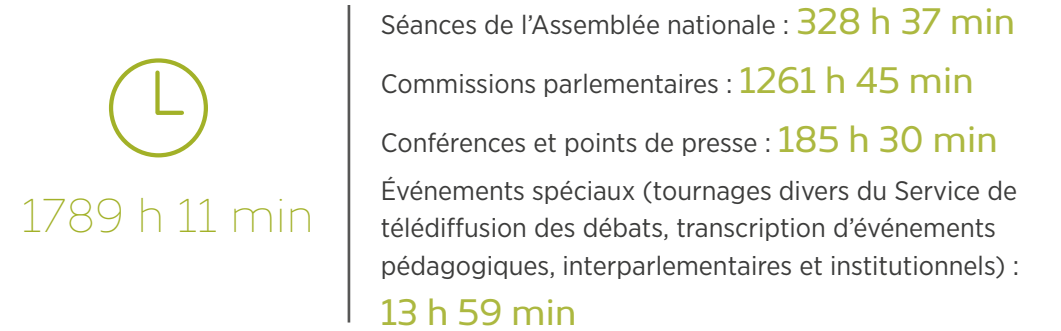
Le *Journal des débats* a vu le jour le 14 janvier 1964, il y a maintenant 54 ans.

Il transpose fidèlement, de l'oral à l'écrit, en français ou en anglais, tous les propos des députés et d'autres intervenants lors des séances de l'Assemblée nationale, des commissions parlementaires ou des activités de presse se déroulant à l'hôtel du Parlement. Certaines activités spéciales peuvent également être transcrites sur autorisation du secrétaire général.

La Direction du Journal des débats était présente, encore cette année, à la 44^e Conférence annuelle de l'Association canadienne des journaux des débats (Hansard), qui a eu lieu à Ottawa, du 14 au 18 août, à l'occasion du 150^e anniversaire de la Confédération.

Production du Journal des débats

Le *Journal des débats* a transcrit, révisé, édité et mis en pages 1789 h, 11 min, de débats parlementaires.



L'année 2017-2018 a connu une diminution de 12,5 % du nombre d'heures d'événements transcrits comparativement à l'année 2016-2017.

Visite de la première ministre de l'Ontario, M^{me} Kathleen Wynne

Le jeudi 21 septembre 2017, M^{me} Kathleen Wynne, première ministre de l'Ontario, a prononcé une allocution au salon Bleu lors de sa visite à Québec. Il s'agissait d'une première pour une chef de gouvernement d'une autre province au Canada.

Cette cérémonie protocolaire, figurant dans les événements spéciaux, a été transcrite et publiée dans le fascicule de la Chambre de cette journée.

D'autres dignitaires ont récemment été reçus à l'Assemblée nationale, notamment :

Nicolas Sarkozy, alors président de la République française
Vendredi 17 octobre 2008, au salon Bleu

Abdou Diouf, alors secrétaire général de l'Organisation internationale de la Francophonie
Mercredi 18 septembre 2013, au salon Bleu

François Hollande, alors président de la République française
Mardi 4 novembre 2014, au salon Bleu

Manuel Valls, alors premier ministre de la République française
Vendredi 14 octobre 2016, au salon Rouge

Captation télévisuelle et archivage des travaux et des activités

Pour l'année 2017-2018, le Service de la télédiffusion des débats a effectué la captation de plus de **1250 séances de travaux parlementaires**, d'activités de presse ou d'activités institutionnelles.

De ce nombre, on compte **451 activités de presse**.

Cette année, le Service a archivé près de **1750 heures de travaux et d'activités institutionnelles**, dont il assure la conservation. Ces travaux et activités sont accessibles sur demande au bénéfice des députés et de l'ensemble de la population québécoise.

Cette année, **2062 demandes d'archives d'extraits** audiovidéo ont été traitées.

Députés et leur personnel **1585 (76,9 %)**

Personnel de l'Assemblée nationale **363 (17,6 %)**

Médias **71 (3,4 %)**

Citoyens **14 (0,7 %)**

Entreprises de production audiovidéo **29 (1,4 %)**

Traduction et édition des lois

La Direction de la traduction et de l'édition des lois traduit tous les projets de loi afin que ceux-ci puissent être présentés à l'Assemblée nationale en français et en anglais. Cette direction traduit également les amendements qui sont adoptés au cours du processus législatif, qu'ils soient présentés en français ou en anglais.



1714 pages de projets de loi traduites, éditées et publiées

1635 pages de lois traduites, éditées et publiées

Il est à noter que les projets de loi et les lois du Québec sont désignés par année civile depuis 1867 (du 1^{er} janvier au 31 décembre 2017).

Les lois sont publiées dans le *Recueil annuel des lois du Québec* et dans le site Internet des Publications du Québec.

+ www.assnat.qc.ca/recueil-annuel-lois



COMMISSIONS PARLEMENTAIRES

Les commissions parlementaires sont composées d'un groupe restreint de députés. Elles étudient les projets de loi, tiennent des auditions publiques, examinent la gestion des ministères et des organismes publics et peuvent, de leur propre initiative, étudier toute question d'intérêt public.

Les députés accomplissent une partie considérable de leur travail au sein des onze commissions permanentes de l'Assemblée nationale :

Commission de l'Assemblée nationale

Commission de l'administration publique

Commission de l'agriculture, des pêcheries, de l'énergie et des ressources naturelles

Commission de l'aménagement du territoire

Commission de la culture et de l'éducation

Commission de l'économie et du travail

Commission des finances publiques

Commission des institutions

Commission des relations avec les citoyens

Commission de la santé et des services sociaux

Commission des transports et de l'environnement

Commissions parlementaires

1328 h

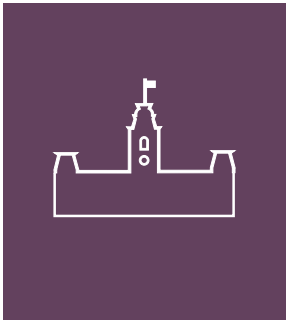


458 séances portant sur 132 mandats différents

945 heures consacrées à l'étude de 40 projets de loi publics et de 9 projets de loi d'intérêt privé



3111 articles et 1870 amendements examinés lors de l'étude détaillée de projets de loi



366 séances publiques et 92 séances de travail



477 témoins entendus et 509 mémoires reçus

285 heures consacrées à des activités de contrôle parlementaire

2883 commentaires en ligne reçus de la part de citoyens liés aux 37 mandats et projets de loi

12 rapports contenant des observations, des conclusions et 70 recommandations

+ www.assnat.qc.ca/commissions

Bilan

Activités en commission parlementaire	Séances	%	Heures	%
Mandats confiés par l'Assemblée				
Projets de loi publics	252	55,0	926 h 34	69,7
Projets de loi d'intérêt privé	15	3,3	18 h 43	1,4
Crédits budgétaires	46	10,0	199 h 59	15,0
Étude de toute autre matière	-	-	-	-
Mandats prévus au Règlement				
Élections à la présidence et à la vice-présidence	7	1,5	0 h 19	0,1
Interpellations	15	3,3	30 h 01	2,3
Autres	38	8,3	57 h 03	4,3
Mandats conférés par une loi				
Mandats conférés par une loi	7	1,5	27 h 58	2,1
Mandats d'initiative				
Étude de règlements	-	-	-	-
Surveillance d'organismes et reddition de comptes	6	1,3	9 h 05	0,7
Étude de pétitions	3	0,7	4 h 49	0,4
Étude de toute autre matière	17	3,7	24 h 05	1,8
Organisation générale	52	11,4	29 h 35	2,2
Total	458	100,0	1 328 h 11	100,0

Étude des projets de loi

Les commissions ont consacré 71,2 % de leur temps à l'étude de 40 projets de loi publics et de 9 projets de loi d'intérêt privé lors de 267 séances.

Depuis les 10 dernières années, les commissions ont consacré en moyenne 57,3 % de leur temps à l'étude des projets de loi.

L'étude détaillée de ces projets de loi a nécessité 183 séances et 658 heures et a permis d'examiner 3111 articles et 1870 amendements.

Les consultations publiques portant sur ces projets de loi ont duré 69 séances et 269 heures.

Les faits particuliers portant sur l'étude des projets de loi peuvent être consultés à la fin du document à l'annexe 2.

Consultations et auditions publiques



29
consultations
publiques

Les commissions ont tenu une consultation générale et 28 consultations particulières, dont 25 portaient sur des projets de loi.

Lors des consultations et auditions, les députés ont entendu 477 personnes et organismes et ils ont reçu 509 mémoires.

Au cours des 10 dernières années, les commissions ont entendu en moyenne 568 personnes et organismes par année.

Contrôle parlementaire

Les crédits budgétaires 2017-2018 ont été étudiés du 24 avril au 4 mai 2017 pour un total de 46 séances et 200 heures.

Quatorze ministères et organismes ont été entendus par la Commission de l'administration publique.

Les commissions ont consacré 21,5 % de leur temps à des activités de contrôle parlementaire.

285 heures
de contrôle
parlementaire.



Les faits particuliers portant sur le contrôle parlementaire peuvent être consultés à la fin du document à l'annexe 2.

Autres mandats

Les autres mandats peuvent être consultés à la fin du document à l'annexe 2.

Rapports contenant des observations, des conclusions ou des recommandations

Lorsqu'une commission parlementaire termine un mandat, elle dépose son rapport à l'Assemblée. Ce rapport est constitué du procès-verbal de ses travaux et, le cas échéant, de ses observations, de ses conclusions ou de ses recommandations.

Douze rapports contenant des observations, des conclusions ou des recommandations ont été déposés au cours de l'année.

La liste des rapports peut être consultée à la fin du document à l'annexe 3.

+ www.assnat.qc.ca/rapports

Commentaires des citoyens

Le site Internet de l'Assemblée permet aux citoyens de formuler des commentaires sur un projet de loi ou un mandat des commissions qui est en cours. Le commentaire est ensuite mis à la disposition des députés concernés.



Au cours de l'année, les parlementaires ont reçu
2883 commentaires de citoyens liés à
37 mandats et projets de loi.

ÉTUDE DES PROJETS DE LOI

267 séances
945 heures

AUDITIONS PUBLIQUES

477 personnes et organismes
entendus
509 mémoires déposés

CONTRÔLE PARLEMENTAIRE

21,5 % du temps consacré au
contrôle parlementaire

DIPLOMATIE PARLEMENTAIRE

L'Assemblée nationale entretient des relations avec d'autres parlements et diverses organisations interparlementaires à travers le monde. La diplomatie parlementaire a comme principaux objectifs de faire rayonner l'Assemblée sur la scène internationale, de renforcer l'efficacité de l'institution et des députés dans leurs fonctions et de promouvoir à l'étranger les secteurs d'excellence du Québec.

En vertu de la séparation des pouvoirs, l'Assemblée développe ses relations internationales de façon autonome. La présidence représente l'Assemblée sur la scène internationale et dirige les relations interparlementaires. Elle est secondée par des députés de tous les groupes parlementaires, qui composent les 18 sections et délégations des relations interparlementaires.

Diplomatie parlementaire

Cette année, l'Assemblée nationale a ...

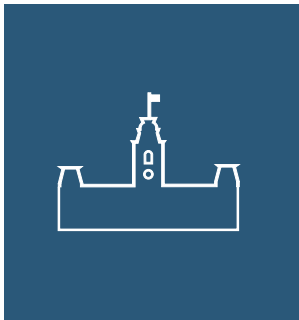
réalisé **159** activités internationales.



signé **2** nouvelles ententes de collaboration.

pris part à **56** missions parlementaires à l'étranger.

associé les commissions parlementaires de l'Assemblée nationale à plus de **8** activités internationales.



accueilli des parlementaires de **18** pays, dont **18** présidents de Chambre d'assemblée.



reçu **41** diplomates et membres du corps consulaire.

Les sections et les délégations des relations interparlementaires de l'Assemblée nationale ont procédé à l'étude et à la présentation de plus de **50** thèmes d'intérêt pour le Québec.



- Prévention et lutte à la radicalisation religieuse
- Renégociation de l'ALENA
- Énergie et lutte contre les changements climatiques
- Violence envers les femmes
- Pratique du parlementarisme dans le système délibératif de type britannique
- Accord économique et commercial global entre le Canada et l'Union européenne (AECG)
- Édition génomique
- Intelligence artificielle et ses impacts futurs
- Légalisation du cannabis
- Lutte contre le décrochage scolaire

Relations interparlementaires

Relations multilatérales

L'Assemblée nationale est membre de plusieurs organisations interparlementaires, notamment de l'Assemblée parlementaire de la Francophonie (APF) depuis 1975, de l'Association parlementaire du Commonwealth (APC) depuis 1933, et est membre fondateur de la Confédération parlementaire des Amériques (COPA). De plus, elle siège aux conseils exécutifs de trois organisations parlementaires des États-Unis : la National Conference of State Legislatures (NCSL), le Council of State Governments et la branche de l'est de cette dernière organisation, l'Eastern Regional Council (ERC).

Relations bilatérales

L'Assemblée nationale a tissé un important réseau de relations bilatérales avec des parlements partenaires. Ces ententes prévoient la tenue de rencontres qui permettent aux parlementaires d'échanger en profondeur sur des sujets d'intérêt commun et de tirer profit des expériences mutuelles dans l'élaboration de lois et de politiques. Elles participent également à la promotion des secteurs d'excellence du Québec et contribuent au rayonnement du Québec à l'étranger.

Coopération interparlementaire

Depuis plus de 20 ans, l'Assemblée nationale contribue au renforcement parlementaire et administratif d'institutions parlementaires en transition ou en consolidation démocratique. Ce faisant, elle collabore activement à l'édification d'une communauté mondiale fondée sur la démocratie, la paix, la justice et la prospérité. Elle met à la disposition des parlements étrangers une expertise spécialisée touchant les processus, les fonctions parlementaires et le soutien administratif et technique.

Relations multilatérales

1. Assemblée parlementaire de la Francophonie

La Section du Québec de l'Assemblée parlementaire de la Francophonie (APF) a participé à **21 activités parlementaires** de l'organisation en Afrique, en Asie, en Amérique et en Europe.

En prenant part à **8 rencontres** de la Francophonie institutionnelle, le président de l'APF, M. Jacques Chagnon, a fait rayonner le Québec sur la scène internationale, notamment lors de la 137^e Assemblée de l'Union interparlementaire et de la Journée de la Francophonie économique et numérique, organisée par l'Organisation internationale de la Francophonie (OIF). À cette occasion, il a fait la promotion du plan de la présidence sur le numérique de l'APF et consolidé les liens avec de nombreux acteurs de la Francophonie.

Le président de l'Assemblée nationale a conduit, à titre de président de l'APF, une mission d'information et de contact auprès du Parlement du Burundi afin de rendre compte de la situation politique et sécuritaire de ce pays placé sous observation.



Présidence de l'Assemblée parlementaire de la Francophonie

Le président de l'Assemblée nationale a accédé à la présidence de l'Assemblée parlementaire de la Francophonie pour une période de deux ans, à l'occasion de la 43^e Session de l'APF, tenue à Luxembourg, en juillet 2017. Cette présidence a été placée sur le thème du numérique.

2. Organisations parlementaires des États-Unis



Les députés de l'Assemblée nationale ont participé à **13 réunions** des organisations parlementaires des États-Unis et y ont défendu les intérêts du Québec auprès de leurs collègues américains.

L'année 2017-2018 a été marquée par la renégociation de l'Accord de libre-échange nord-américain (ALENA). L'Assemblée nationale a fait adopter, à l'unanimité, une résolution concernant l'ALENA dans le cadre de la 57^e assemblée annuelle de l'Eastern Regional Conference du Council (ERC) of State Gouvernements, en août 2017. Elle a de plus organisé, de concert avec la National Conference of State Legislatures (NCSL), une conférence interparlementaire sur le libre-échange, à Québec, en mars 2018.



Conférence interparlementaire sur le libre-échange

La Conférence interparlementaire sur le libre-échange s'est tenue du 15 au 18 mars 2018 à l'initiative de l'Assemblée nationale, en partenariat avec la National Conference of State Legislatures. Près de 150 parlementaires, experts et observateurs venant du Mexique, des États-Unis et du Canada se sont réunis à Québec pour discuter des enjeux liés au libre-échange en Amérique du Nord.

3. Association parlementaire du Commonwealth

Le président de l'Assemblée nationale a accueilli ses collègues présidents de Chambre dans le cadre de la 35^e Conférence des présidents d'assemblée du Canada, tenue en janvier 2018.



L'Assemblée a pris part à **5 activités** de l'Association parlementaire du Commonwealth (APC), soit le comité exécutif, la conférence régionale canadienne, le séminaire régional canadien et le séminaire de Westminster portant sur la pratique du parlementarisme dans le système délibératif de type britannique.

4. Confédération parlementaire des Amériques

La Confédération parlementaire des Amériques (COPA) a célébré ses 20 ans d'existence en 2017. Une déclaration a été adoptée par les députés de l'Assemblée nationale, le 8 décembre 2017, afin de souligner cet anniversaire.

La XVI^e Assemblée générale de la COPA et la XV^e Réunion annuelle du Réseau des femmes parlementaires des Amériques se sont tenues du 26 février au 1^{er} mars 2018 au siège du Parlement latino-américain dans la ville de Panama.



Cet événement a réuni
80 participants venant
d'une **quinzaine** de pays.



La députée, Diane Lamarre, préside la réunion de la Commission de la démocratie et de la paix lors de la XVI^e Assemblée générale de la COPA.

Relations bilatérales

Cette année, **17 réunions statutaires** de groupes interparlementaires se sont tenues au Québec et à l'étranger.

Europe

PARTENAIRES	ACTIVITÉS	DATES
Sénat français	11 ^e rencontre annuelle Assemblée nationale du Québec/Sénat français	3 au 8 avril 2017, Québec
Institutions européennes	Mission d'étude auprès des institutions européennes, belges et luxembourgeoises	22 au 25 mai 2017, Bruxelles et Luxembourg
Landtag de Bavière	10 ^e session de la Commission parlementaire mixte Québec-Bavière	4 au 8 octobre 2017, Québec
Parlement de Wallonie	10 ^e session du Comité mixte Assemblée nationale du Québec/Parlement de Wallonie	9 au 12 octobre 2017, Namur, Belgique
Parlement de la Fédération Wallonie-Bruxelles	27 ^e session du Comité mixte Assemblée nationale du Québec/PFWB	23 au 27 octobre 2017, Québec
Landtag de Bavière	11 ^e session de la Commission parlementaire mixte Québec-Bavière	25 février au 2 mars 2018, Munich, Allemagne
Parlement de la Fédération Wallonie-Bruxelles	28 ^e session du Comité mixte Assemblée nationale du Québec/PFWB	4 au 8 mars 2018, Bruxelles, Belgique
Assemblée nationale française	31 ^e session de la Commission interparlementaire franco-québécoise	6 au 9 mars 2018, Paris, France
Parlement de Wallonie	11 ^e session du Comité mixte Assemblée nationale du Québec/Parlement de Wallonie	20 au 23 mars 2018, Québec

AMÉRIQUES

ORGANISATIONS	ACTIVITÉS	DATES
Assemblée législative de l'Ontario	23 ^e assemblée générale de l'Assemblée parlementaire Ontario-Québec	11 au 13 mai 2017, Niagara-on-the-Lake, Ontario
Chambre des représentants et Sénat de l'État du Massachusetts	2 ^e session du Conseil de recherche collaborative Québec-Massachusetts et 5 ^e session de l'Association parlementaire Québec-Massachusetts	9 au 12 août 2017, Boston, Massachusetts
Chambre des députés et Sénat d'Haïti	Mission de coopération auprès du Parlement haïtien	5 au 7 septembre 2017, Port-au-Prince, Haïti
Chambre des représentants et Sénat de l'État de la Louisiane	2 ^e session de l'Association parlementaire Québec-Louisiane	18 au 21 septembre 2017, Québec
Assemblée législative du Nouveau-Brunswick	6 ^e session de l'Association parlementaire Nouveau-Brunswick-Québec	16 au 18 novembre 2017, Fredericton, Nouveau-Brunswick
Assemblée législative de l'Ontario	24 ^e assemblée générale de l'Assemblée parlementaire Ontario-Québec	7 au 9 février 2018, Québec

ASIE

ORGANISATION	ACTIVITÉ	DATE
Assemblée préfectorale de Kyoto	Mission à l'Assemblée préfectorale de Kyoto	19 au 22 avril 2017, Kyoto, Japon

AFRIQUE

ORGANISATION	ACTIVITÉ	DATE
Chambre des représentants du Royaume du Maroc	5 ^e session de la Commission permanente interparlementaire Maroc-Québec	9 au 12 janvier 2018, Rabat, Maroc

Coopération interparlementaire

Programme international de formation parlementaire

Pour sa troisième édition, le Programme international de formation parlementaire (PIFP) a rassemblé **16 fonctionnaires parlementaires** de **9 parlements** d'Afrique francophone.



20 experts venant de onze institutions parlementaires et universitaires ont offert, en deux semaines, plus de **25 modules de formation** aux participants.

Le Programme a obtenu **un taux de satisfaction de**

98,6%



Séance de travail avec le commissaire au lobbying lors du PIFP.

Protocole d'entente avec le Centre parlementaire canadien

L'Assemblée nationale a signé une entente de coopération avec le Centre parlementaire canadien dans le cadre du Projet d'appui à la démocratie au Burkina Faso afin de mettre en œuvre des activités visant à renforcer le développement institutionnel et démocratique durable de ce pays.



Une première formation en recherche parlementaire a été offerte du 12 au 16 février par le Service de la recherche de l'Assemblée nationale. L'activité s'est déroulée au moyen d'une visioconférence et a réuni plus de **20 fonctionnaires parlementaires burkinabés**.



Signature d'une déclaration conjointe avec l'Assemblée nationale du Burkina Faso sur le renforcement de la démocratie, en mai 2017.

159

ACTIVITÉS INTERNATIONALES

ACCESSION DU PRÉSIDENT DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE,
M. JACQUES CHAGNON, À LA PRÉSIDENCE
DE L'ASSEMBLÉE PARLEMENTAIRE
DE LA FRANCOPHONIE POUR LE MANDAT
2017-2019

ORGANISATION D'UNE
CONFÉRENCE INTERPARLEMENTAIRE
SUR LE LIBRE-ÉCHANGE, À QUÉBEC,
EN MARS 2018

CRÉATION DE LA
COMMISSION INTERPARLEMENTAIRE
PERMANENTE QUÉBEC-HAÏTI



ACTIVITÉS INSTITUTIONNELLES ET CITOYENNES

Au-delà de sa mission parlementaire, l'Assemblée nationale poursuit également d'autres objectifs, notamment celui d'accueillir les citoyennes et citoyens d'ici et d'ailleurs. Bon an mal an, l'Assemblée rend hommage à des personnes illustres, ouvre les portes de sa bibliothèque et de ses restaurants, accomplit sa mission éducative en organisant différentes simulations parlementaires et participe à de nombreuses formations. Toutes ces activités témoignent d'un souci constant de rendre le parlement accessible au plus grand nombre.

Une année de commémoration

L'Assemblée nationale a célébré cette année les 225 années de ses institutions parlementaires en orchestrant plusieurs activités destinées à différentes clientèles. Ces activités ont permis de remonter le fil du temps jusqu'aux origines de la vie parlementaire québécoise.

Célébrations du 225^e

Le 225^e anniversaire des institutions parlementaires :
une année sous le signe de la commémoration



Lancement des festivités et dévoilement de l'exposition *1792. La naissance d'un Parlement*

Mardi, 4 avril 2017

Hall de l'hôtel du Parlement

L'exposition *1792. La naissance d'un Parlement* a été présentée au Centre des visiteurs jusqu'au 4 avril 2018. Elle retraçait les grands débats des députés de la Chambre d'assemblée du Bas-Canada, de 1792 à 1841. Des artefacts rares et précieux ont été exposés à l'hôtel du Parlement, dont l'unique exemplaire du placard *À tous les électeurs*, reconnu comme étant la première bande dessinée francophone au monde.

+ www.assnat.qc.ca/225e



L'historien de l'Assemblée nationale, Christian Blais, présente l'exposition *1792. La naissance d'un Parlement* à M. Jacques Chagnon, président de l'Assemblée nationale, à M. François Gendron, vice-président de l'Assemblée nationale et à M. Mathieu Lemay, député de Masson.

Dévoilement public de la bande dessinée *1792 : à main levée*



Mercredi, 5 avril 2017

Salon international du livre de Québec

Grâce au talent de quatre bédéistes québécois, à savoir VoRo (Vincent Rioux), VAN (Vanessa Lalonde), Vincent Giard et Réal Godbout, et à la participation remarquée de Magali Paquin, agente de recherche à l'Assemblée nationale, de Christian Blais, historien de l'Assemblée nationale et de Michel Giguère, expert-conseil en bande dessinée, cette publication s'est imposée comme un ouvrage de qualité, reconnu par le milieu québécois de la bande dessinée.

Quatre tables rondes

Tables rondes sur la bande dessinée *1792 : à main levée*, en présence des bédéistes.

Judi, 6 avril 2017

Musée de la civilisation

(Festival de la bande dessinée francophone de Québec)

Vendredi, 26 mai 2017

Festival de bande dessinée de Montréal

Vendredi, 3 novembre 2017

Salon du livre de Rimouski

Samedi, 24 mars 2017

Musée québécois de culture populaire (Trois-Rivières)

Gravures commémorant quatre personnages marquants du Bas-Canada



Décembre 2017

Hôtel du Parlement, boiserie devant la salle des Drapeaux

Quatre figures marquantes de la période du Bas-Canada ont été ajoutées aux boiserie de l'hôtel du Parlement. Ces réformistes modérés ont, dans leur sphère respective, participé à l'évolution démocratique du Bas-Canada.

William Grant, élu lors des premières élections de 1792.

Augustin-Norbert Morin, journaliste, député et chef de l'insurrection de 1837.

Thomas Dunn, homme politique à la carrière prolifique débutant en 1764.

Joseph-Octave Plessis, archevêque de Québec dès 1819.

Commémoration du 225^e anniversaire en collaboration avec l'Association parlementaire Ontario-Québec

11 au 13 mai 2017

Niagara-on-the-Lake/Québec

L'Association parlementaire Ontario-Québec a souligné, lors de la rencontre de mai 2017, le 225^e anniversaire des institutions parlementaires en organisant une cérémonie de plantation d'arbre. Cet arbre a été planté à proximité du Navy Hall, le site historique où a été érigé le premier parlement provincial du Haut-Canada (1792-1796).

Restaurants, jardins et ruches du parlement

100^e anniversaire du restaurant Le Parlementaire

Le 4 décembre 2017, le restaurant Le Parlementaire célébrait son 100^e anniversaire. Pour souligner son centenaire, une exposition d'artefacts et de services de vaisselle d'époque a été aménagée dans les vitrines du restaurant. De plus, de septembre à décembre 2017, quatre aliments ont partagé la vedette sur le menu, notamment la pomme, la courge, les herbes salées et les canneberges.



Entente avec l'Institut de tourisme et d'hôtellerie du Québec

L'Assemblée nationale et l'Institut de tourisme et d'hôtellerie du Québec (ITHQ) ont signé, le 5 décembre 2017, une entente de partenariat visant à officialiser une collaboration existant depuis déjà quelques années. Cette entente a notamment pour objectif d'actualiser l'offre culinaire des restaurants du parlement et d'offrir des stages en restauration à des étudiants de différentes écoles hôtelières. Les aliments du Québec continueront ainsi à occuper une place de choix dans le menu du restaurant, puisque les deux partenaires ont à cœur de mettre de l'avant les produits d'ici.

+ www.assnat.qc.ca/restaurant

Jardins sylvicoles

Les jardins de sylviculture sont présents sur les terrains de l'Assemblée nationale depuis plus de trente ans. On y trouve plusieurs espèces d'arbres chers au Québec, en particulier le bouleau jaune, qui est l'arbre emblématique des Québécois depuis 1993.

Jardins comestibles

Les jardins comestibles sont aménagés sur les terrains de l'Assemblée nationale depuis cinq ans. Ils alimentent, dans la mesure du possible, le restaurant Le Parlementaire en fines herbes, en fruits et en légumes. Tous les jours, les chefs du restaurant s'acquittent eux-mêmes de la récolte des denrées. De plus, plusieurs ingrédients issus des jardins composent la recette d'herbes salées, en vogue auprès de la clientèle. Certaines sections de ces jardins permettent la cueillette au grand public.



Miel de l'Assemblée

En 2017, deux récoltes, une estivale et une automnale, ont été produites. Plus de 250 000 abeilles ont ainsi butiné depuis le mois de mai et produit 175 kg de miel. Le miel urbain possède une caractéristique très intéressante : il est exempt de pesticide et d'insecticide. Ce miel, vendu à La Boutique, est également un ingrédient prisé par les chefs cuisiniers.

+ www.assnat.qc.ca/les-jardins

Hommage

Médaille d'honneur de l'Assemblée nationale

Le 14 novembre 2017, le président, M. Jacques Chagnon, a remis la Médaille d'honneur à cinq personnalités qui, par leurs réalisations, se sont illustrées brillamment de différentes façons et ont ainsi participé au rayonnement du Québec.



Par ordre alphabétique

Monsieur Alexandre Bilodeau

Monsieur Jean-Marie De Koninck

Monsieur Bernard Descôteaux

Madame Ginette Reno

Madame Kim Thúy

+ www.assnat.qc.ca/medailles-assemblee

Vie parlementaire

Création du Cercle des jeunes parlementaires du Québec



Le président, M. Jacques Chagnon, a annoncé la création du Cercle des jeunes parlementaires du Québec, qui vise à favoriser la relève au sein des instances décisionnelles et à offrir une meilleure représentativité de la population québécoise dans les institutions démocratiques. Formé au début de chaque législature, le Cercle, qui regroupera des femmes et des hommes âgés de 35 ans ou moins, organisera des activités telles que des rencontres, des conférences et des ateliers portant sur différents enjeux, notamment celui de promouvoir la représentativité des jeunes députés à l'Assemblée nationale.

Pepper, premier chien d'assistance à l'Assemblée nationale



Pepper, le premier chien d'assistance à servir dans le cadre des travaux parlementaires auprès de la députée d'Iberville, M^{me} Claire Samson, a pris sa retraite le 30 novembre 2017. Pour souligner sa présence à l'Assemblée nationale pendant presque trois ans, une photo a été installée à l'entrée du Café du Parlement, un restaurant fréquenté par les députés et le personnel politique et administratif.

Saines habitudes de vie

Défi des Cubes énergie

Pour une neuvième année consécutive, le président, M. Jacques Chagnon, a accueilli le Grand défi Pierre Lavoie et dévoilé les noms des écoles gagnantes du concours du défi des Cubes énergie 2017. En s'associant au Grand défi Pierre Lavoie, l'Assemblée nationale souhaite soutenir Pierre Lavoie dans sa mission de mobilisation des jeunes et moins jeunes afin que ces derniers adoptent de saines habitudes de vie.

Défi Santé – Ensemble activons la santé du Québec

Près de 100 000 Québécois passent à l'action

Le président de l'Assemblée nationale, M. Jacques Chagnon, a accueilli l'équipe de Défi Santé au parlement afin de souligner la clôture de cette activité collective, qui s'est déroulée du 30 mars au 10 mai 2017. Cette activité gratuite invitait la population à atteindre les trois objectifs suivants : manger mieux, bouger plus et prendre soin de soi.

Athlètes québécois aux Jeux mondiaux d'hiver Olympiques spéciaux Autriche



Du 14 au 25 mars 2017, en Autriche, des athlètes québécois se sont distingués parmi 3000 athlètes venus de 110 pays. Ils ont montré au monde entier qu'ils pouvaient exceller dans plusieurs disciplines sportives comme le hockey intérieur, le patinage artistique et de vitesse, la raquette, le ski alpin et le ski de fond. Ils sont revenus au Québec avec une prodigieuse récolte de 22 médailles, dont 10 médailles d'or, 7 médailles d'argent et 5 médailles de bronze.

Bibliothèque de l'Assemblée nationale

La Bibliothèque répond aux besoins documentaires et de recherche des parlementaires et du personnel politique et administratif de l'Assemblée nationale en mettant à leur disposition des services de référence, de recherche, d'indexation, d'archives, de traitement et de gestion documentaire.

Un appui au travail des parlementaires


6 000 +

demandes d'information et de recherche, **6 300** prêts de documents, **195** travaux effectués par le Service de la recherche, **1 000** demandes en gestion documentaire

Une bibliothèque ouverte, vivante et branchée


6 600

visiteurs ou usagers à la Bibliothèque, **800 000** pages Web consultées, **11 700** pages de débats parlementaires indexées, **118 000** consultations de l'index Web du *Journal des débats*, **160** activités : conférences-midi, visites commentées et guidées et lancements de livre

Des collections à découvrir


2,3
millions

de documents répartis dans différentes collections, **11 300** documents traités et ajoutés dans la collection, **43 000** dossiers de documents administratifs, **6 200** objets patrimoniaux, **87 000** + pages numérisées, **70** fonds et collections d'archives, **10 000** livres rares et précieux, **90 000** heures d'enregistrement audiovisuel et sonore de travaux parlementaires



Ses publications

Bulletin de la Bibliothèque

Cinq lectures pour comprendre...

En BREF. Notes d'information de la Bibliothèque

Guides thématiques

L'Encyclopédie du parlementarisme québécois

Répertoire des fonds d'archives de parlementaires québécois

Ses activités

3 conférences-midi

1 table ronde

1 exposition : *Coup de crayon! La satire politique en dessins*

Les Prix du livre politique

16 visites commentées d'exposition



15^e édition des Prix du livre politique

Jeudi, 6 avril 2017

Salon international du livre de Québec

Les lauréats de la 15^e édition

Sean Mills, récipiendaire du Prix de la présidence de l'Assemblée nationale pour son ouvrage *A Place in the Sun : Haiti, Haitians, and the Remaking of Quebec*.

Julien Mauduit, lauréat du Prix de la Fondation Jean-Charles-Bonenfant dans la catégorie Thèse de doctorat pour sa thèse *Vrais républicains d'Amérique : Les patriotes canadiens en exil aux États-Unis (1837-1842)*.

Camille Robert, lauréate du Prix de la Fondation Jean-Charles-Bonenfant dans la catégorie Mémoire de maîtrise pour son mémoire *Toutes les femmes sont d'abord ménagères : Discours et mobilisations des féministes autour du travail ménager (1968-1985)*.

Jocelyn St-Pierre, récipiendaire du Prix du Ministère des Relations internationales et de la Francophonie du Québec/Ministère des Affaires étrangères et du Développement international de France pour son livre *La Tribune de la presse à Québec depuis 1960*.

+ www.bibliotheque.assnat.qc.ca

Mission éducative de l'Assemblée nationale

Le service des programmes éducatifs de l'Assemblée nationale a pour mission de contribuer à la formation de citoyens plus responsables, qui seront mieux informés, plus engagés et plus attachés à leurs institutions démocratiques. Afin de joindre les jeunes de tous les niveaux scolaires, l'Assemblée nationale organise une foule d'activités éducatives dans ses murs comme dans les écoles, et ce, grâce à la collaboration de la Fondation Jean-Charles-Bonenfant.

Par ici la démocratie

Depuis 2014, le site Internet www.paricilademocratie.com constitue la porte d'entrée vers les activités éducatives offertes par l'Assemblée nationale. De plus, il offre aux écoles du contenu pédagogique vulgarisé et rigoureux lié aux programmes d'histoire.



En date du 31 mars 2017, le site Internet jeunesse de l'Assemblée nationale comptait **1515 abonnés** et recevait en moyenne **9800 visites** mensuellement.

Simulations parlementaires

De par son caractère unique, l'Assemblée nationale offre l'occasion aux jeunes de divers niveaux scolaires de vivre une expérience parlementaire au cœur de ce haut lieu du pouvoir démocratique.



21^e Parlement écolier

Cette simulation parlementaire d'une journée permet aux enfants de se familiariser avec le processus législatif, la présentation d'un projet de loi jusqu'à sa sanction, en passant par son étude en commission parlementaire.



5 mai 2017

Public cible : élèves de 6^e année du primaire

Nombre de participants : 123 élèves et 51 enseignants accompagnateurs

Étendue : 30 circonscriptions électorales et 12 régions administratives représentées

Projets de loi étudiés

1. Loi sur la mise sur pied de projets intergénérationnels dans les écoles primaires du Québec
2. Loi sur le bénévolat
3. Loi sur l'implantation de conseils d'élèves

16^e Parlement des jeunes

Les participants à cette simulation, répartis entre trois groupes parlementaires, découvrent l'effervescence des caucus. De plus, certains d'entre eux agissent à titre de journalistes en rapportant les propos tenus en Chambre et en commission parlementaire.



24 au 26 janvier 2018

Public cible : élèves de 3^e et 4^e secondaire

Nombre de participants : 134 élèves et 38 enseignants accompagnateurs

Étendue : 33 circonscriptions électorales et 11 régions administratives représentées

Projets de loi étudiés

1. Loi sur la création d'un cours de civisme et d'éducation à la citoyenneté pour les élèves du secondaire
2. Loi sur le contrôle et la prévention des résidus alimentaires
3. Loi visant à favoriser l'utilisation des véhicules électriques et à améliorer les infrastructures de recharge de ces véhicules

Un mandat d'initiative portant sur l'anxiété de performance chez les jeunes.

26^e Forum étudiant

Cette simulation parlementaire permet aux participants d'approfondir leurs connaissances du fonctionnement d'un État démocratique. Divisés en trois groupes parlementaires, ces jeunes fonctionnent avec leur idéologie propre. Deux journaux avec des lignes éditoriales distinctes sont également publiés par les jeunes durant toute la durée du Forum.



8 au 12 janvier 2018

Public cible : étudiants du collégial

Nombre de participants : 143 étudiants et 48 accompagnateurs

Étendue : 25 circonscriptions électorales et 12 régions administratives représentées

Projets de loi étudiés

1. Loi sur l'encadrement du travail du sexe
2. Loi sur la libéralisation de la distribution d'alcool au Québec
3. Loi sur l'apprentissage par l'implication communautaire



25^e Tournoi jeunes démocrates

Ce jeu-questionnaire invite les concurrents à mesurer leurs connaissances sur la démocratie, le parlementarisme et l'histoire politique du Québec et du Canada.



21 au 23 avril 2017

Public cible : élèves de 4^e et 5^e secondaire et étudiants du collégial

Nombre de participants : 177 jeunes et 40 accompagnateurs

Étendue : 19 circonscriptions électorales et 8 régions administratives représentées

Simulations parlementaires organisées par des organismes externes

Le Parlement jeunesse du Québec et le Parlement étudiant du Québec

En plus de ses propres simulations parlementaires, l'Assemblée nationale offre un soutien logistique à deux simulations destinées aux jeunes de 18 à 25 ans.

- La 68^e législature du Parlement jeunesse du Québec, organisée par l'Association québécoise des jeunes parlementaires inc., s'est déroulée du 26 au 30 décembre 2017 et a réuni 105 participants.
- La 32^e législature du Parlement étudiant du Québec, organisée par l'Assemblée parlementaire des étudiants du Québec, s'est déroulée du 2 au 6 janvier 2018 et a réuni 149 participants.

Démocratie et éducation citoyenne

Vox populi : Ta démocratie à l'école!



Ce programme en est à sa troisième année d'existence grâce à la collaboration du Directeur général des élections du Québec et de la Fondation Jean-Charles-Bonenfant. Profitant d'une équipe de formateurs qualifiés et dynamiques, il propose aux établissements d'enseignement primaire et secondaire un mode de fonctionnement des conseils d'élèves élus.

Le 19 mai 2017, l'activité récompense Vox populi a reconnu plusieurs écoles primaires et secondaires qui se sont démarquées par leurs projets mobilisateurs, le dévouement des enseignants accompagnant le conseil d'élèves ou par leur culture démocratique exceptionnelle.

Public cible : élèves du primaire et du secondaire

Nombre d'écoles membres : 252

Nombre de formations : 185

Nombre d'élèves joints : 3415

Étendue : 17 régions administratives

Tournée de la présidence

La démocratie : pourquoi et pour qui?

Des visites des membres de la présidence sont organisées, depuis plusieurs années, dans les écoles primaires et secondaires du Québec. Durant ces rencontres, les élèves discutent avec le président ou un des vice-présidents de leurs rôles à l'Assemblée nationale, des rôles des députés et de l'importance de l'engagement citoyen. Cette année, la Tournée de la présidence a fait peau neuve en intégrant les nouvelles technologies dans ses présentations afin de dynamiser les échanges.



Public cible : élèves du primaire et du secondaire

Nombre d'écoles visitées : 17 écoles primaires et 21 écoles secondaires

Étendue : 30 circonscriptions électorales et 13 régions administratives visitées

Stages de la Fondation Jean-Charles-Bonenfant

Chaque année, la Fondation offre cinq stages de dix mois aux étudiants titulaires d'un diplôme d'une université québécoise. Ces stages sont assortis de bourses de 21 000 \$. Cinq boursiers stagiaires sont jumelés successivement à un député du gouvernement, excluant les ministres, et à un député de l'opposition. De plus, ils participent à une mission d'exploration à l'étranger, qui s'est déroulée cette année au Royaume-Uni. Enfin, ils rédigent un essai lié au parlementarisme et à la démocratie.

La Fondation Jean-Charles-Bonenfant remet également des bourses dans le cadre des activités éducatives de l'Assemblée et des Prix du livre politique.

+ www.fondationbonenfant.qc.ca



Cohorte 2017-2018

Philippe Brassard, Vincent Boulay, Isabelle Bélanger, Maxime Huot Couture, Justine Lalande

Programme de stages des pages étudiants

Ce programme permet à 14 étudiants de premier cycle universitaire d'observer de façon privilégiée la vie parlementaire québécoise.

De septembre 2017 à juin 2018, les stagiaires ont pu vivre en direct l'activité politique, législative et parlementaire à partir du parquet de la salle de l'Assemblée nationale.

+ www.assnat.qc.ca/stages

+ www.parilademocratie.com/participer/983-pages-parlementaires



Démocratie parlementaire : recherche universitaire

La Chaire de recherche sur la démocratie et les institutions parlementaires

Issue d'un partenariat entre l'Assemblée nationale et l'Université Laval, la Chaire a pour mission d'améliorer la compréhension des enjeux et des difficultés auxquels sont confrontés les systèmes parlementaires et les démocraties contemporaines.

Activité de reconnaissance

Le 7 février 2018, le président de l'Assemblée nationale, M. Jacques Chagnon, a accueilli les partenaires de la Chaire. À cette occasion, **quatre étudiants** ont reçu une bourse pour souligner la qualité de leurs travaux de recherche liés à la démocratie et aux institutions parlementaires.

+ www.democratie.chaire.ulaval.ca



La formation sur le parlementarisme et le droit parlementaire

L'Assemblée participe activement à l'offre de formation aux personnes intéressées par les règles du débat parlementaire et le fonctionnement du Parlement. Elle offre diverses formations adaptées aux besoins de chaque clientèle. Ainsi, les députés et leur personnel ont accès à des formations pour les outiller, principalement dans leurs rôles de législateur et de contrôleur de l'action gouvernementale. Dans le même ordre d'idées, l'Assemblée a donné au personnel administratif de l'Assemblée, aux personnes désignées par l'Assemblée et de la fonction publique québécoise des formations qui permettent à ces derniers de jouer pleinement leur rôle en maîtrisant mieux celui joué par l'Assemblée.

Par ailleurs, le cours *Droit et procédure parlementaires* est offert depuis 14 ans aux étudiants des programmes de droit, de sciences politiques et d'affaires publiques et relations internationales de l'Université Laval. L'Assemblée collabore aussi au cours *Clinique de rédaction législative* en offrant aux étudiants une formation en légistique et en donnant l'occasion de rédiger des projets de loi dans le cadre du Forum étudiant. Enfin, elle a aussi participé à des formations et à des échanges au sujet des meilleures pratiques et à propos de la réforme parlementaire avec les représentants de certains parlements étrangers.

Au total, ce sont plus de **375 personnes** qui ont pu bénéficier de ces formations, pour un total de **97,5 heures**.

UNE ASSEMBLÉE VISITÉE

110 551 PERSONNES

SE SONT DONNÉ
RENDEZ-VOUS À L'ASSEMBLÉE NATIONALE

DE CE NOMBRE, 35 725 VENAIENT DU QUÉBEC,
8 852 DES AUTRES PROVINCES CANADIENNES,
8 895 DES ÉTATS-UNIS, 6 479 DE LA FRANCE
ET 10 764 ÉTAIENT ORIGINAIRES D'AUTRES PAYS

8 390 PERSONNES

ONT ASSISTÉ AUX TRAVAUX PARLEMENTAIRES
SE DÉROULANT DANS LA SALLE
DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE



I ADMINISTRATION

Bureau de l'Assemblée nationale

Le Bureau de l'Assemblée nationale supervise et oriente l'administration de l'Assemblée. De plus, il adopte le plan d'organisation administrative, approuve ses prévisions budgétaires et réglemente des domaines qui touchent de près les députés, notamment leurs allocations, leurs conditions de travail ainsi que celles des membres du personnel.

Sa composition au 31 mars 2018

Président du bureau

M. Jacques Chagnon

Membres

Parti libéral du Québec (5)

M. Jean-Denis Girard (Trois-Rivières)
M. Michel Matte (Portneuf)
M. Richard Merlini (La Prairie)
M^{me} Monique Sauvé (Fabre)
M^{me} Karine Vallières (Richmond)

Parti québécois (3)

M. Guy Leclair (Beauharnois)
M. Sylvain Roy (Bonaventure)
M. Mathieu Traversy
(Terrebonne)

Coalition avenir Québec (1)

M. Jean-François Roberge
(Chambly)

Membres suppléants

Parti libéral du Québec (5)

M. Guy Bourgeois (Abitibi-Est)
M. Patrick Huot (Vanier-Les Rivières)
M^{me} Nicole Ménard (Laporte)
M. Norbert Morin (Côte-du-Sud)
M^{me} Marie-Claude Nichols (Vaudreuil)

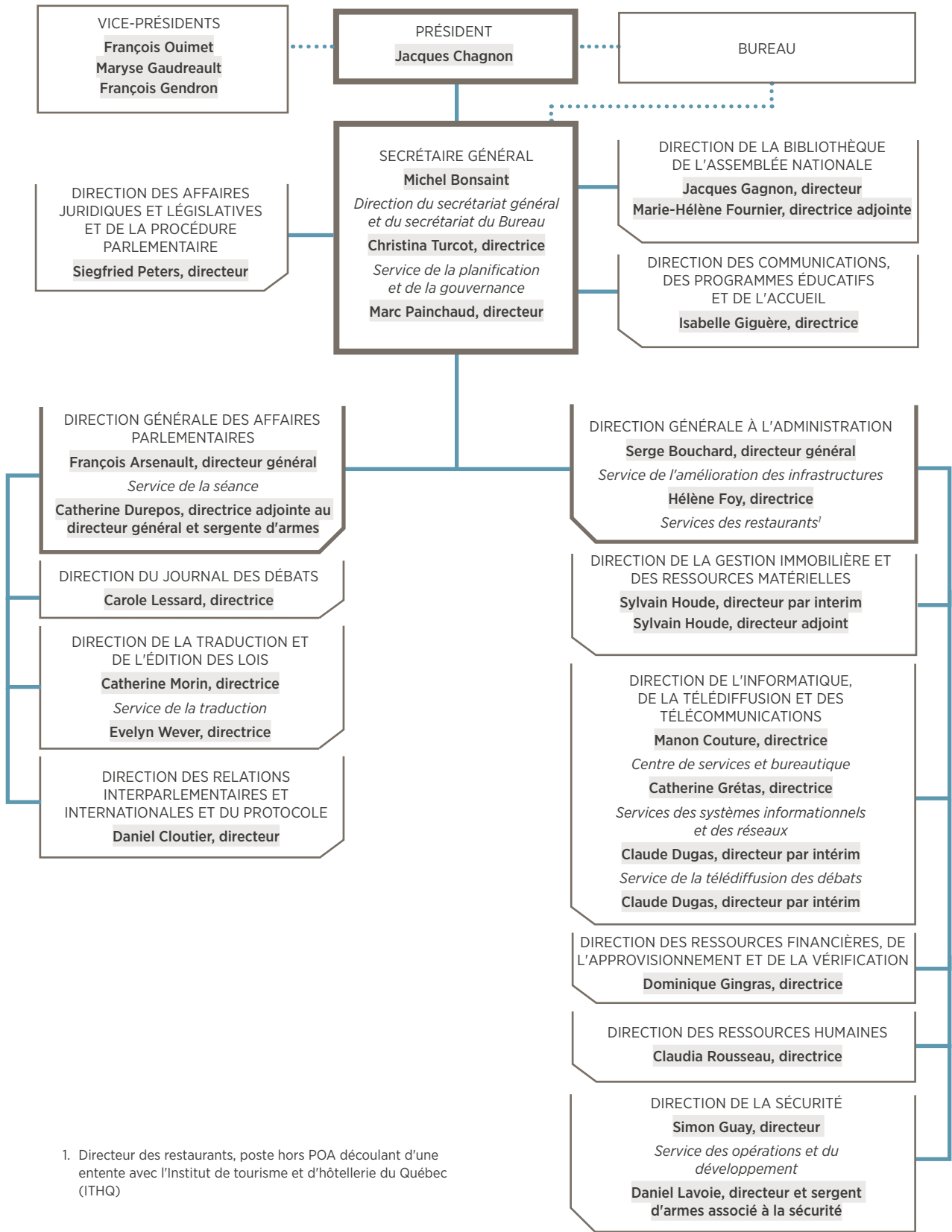
Parti québécois (3)

M. Sylvain Gaudreault (Jonquière)
M. Dave Turcotte (Saint-Jean)
M. André Villeneuve (Berthier)

Coalition avenir Québec (1)

M. Donald Martel
(Nicolet-Bécancour)

Organigramme
au 31 mars 2018



Masse salariale, allocations
et dépenses des députés
2017-2018

Masse salariale des députés

Rémunération régulière (comprend l'indemnité de base et l'indemnité additionnelle)	13 447 898 \$
---	---------------

Allocations

Allocations de dépenses, de présence et allocations pour des activités politiques	3 350 150 \$
Allocations de transition (comprend les allocations versées lors du départ d'un député)	49 923 \$
Déplacement de la circonscription électorale à l'hôtel du Parlement	942 211 \$
Logement à Québec ou en banlieue	1 614 934 \$
Allocation additionnelle pour l'achat de mobilier et d'équipement de bureau pendant le premier mandat	31 091 \$
Frais de fonctionnement du local dans la circonscription électorale	7 334 990 \$

Dépenses

	Personnel des députés	Personnel des cabinets	Total
Masse salariale	14 273 278 \$	8 306 314 \$	22 579 592 \$
Frais de déplacement	453 450 \$	346 658 \$	800 108 \$
Services de recherche des partis politiques			2 985 282 \$

Utilisation des crédits alloués à l'Assemblée nationale 2017-2018

	Crédits utilisés* (000 \$)
Secrétariat général et affaires juridiques	
Direction du secrétaire général et du secrétariat du Bureau	1 007,7
Direction des affaires juridiques et législatives et de la procédure parlementaire	1 065,3
	2 073,0
<i>Affaires institutionnelles et de la Bibliothèque de l'Assemblée nationale</i>	
Direction de la Bibliothèque de l'Assemblée nationale	4 883,4
Direction des communications, des programmes éducatifs et de l'accueil	3 205,7
	8 089,1
Direction générale des affaires parlementaires	
Direction générale des affaires parlementaires	1 727,8
Direction du Journal des débats	1 702,0
Direction de la traduction et de l'édition des lois	410,6
Direction des relations interparlementaires et internationales et du protocole	3 055,8
	6 896,2
Direction générale à l'administration	
Direction générale à l'administration	209,1
Service des restaurants	1 780,2
Direction de la gestion immobilière et des ressources matérielles	9 616,2
Direction de l'informatique, de la télédiffusion et des télécommunications	9 400,3
Direction des ressources financières, de l'approvisionnement et de la vérification	1 956,1
Direction des ressources humaines	10 835,7
Direction de la sécurité	5 759,6
	39 557,2
Total administratif	56 615,5
Services statutaires aux parlementaires	69 278,3
Dépenses occasionnées par le virement des surplus au compte des revenus autonomes	9 509,0
Crédits utilisés	135 402,8
Amortissement des immobilisations	5 022,0

* Les crédits utilisés comprennent les immobilisations, le traitement, le fonctionnement et les avances.

Ressources humaines

Effectifs

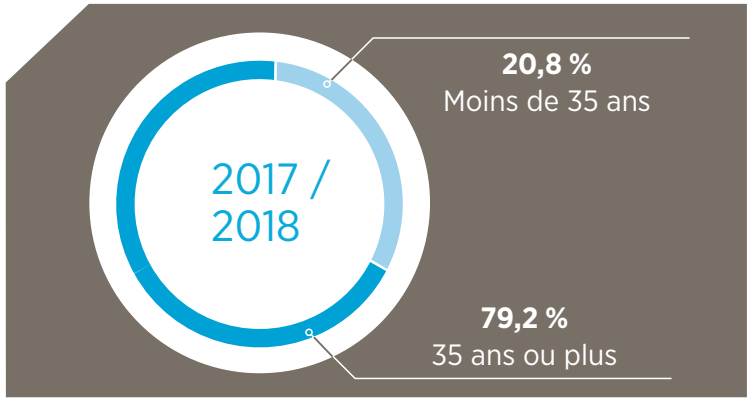
Au 31 mars 2018, le secteur administratif de l'Assemblée comptait 463 membres du personnel régulier, 171 occasionnels et 29 étudiants/stagiaires.

Au 31 mars 2018, le secteur politique, composé de directeurs de cabinet, d'attachés politiques, de conseillers et de personnel de soutien regroupait 521 personnes tant sur la colline Parlementaire que dans les bureaux de circonscription.

Effectifs du secteur administratif par tranches d'âge (personnel régulier, occasionnel et étudiant/stagiaire)

Répartition selon le sexe

52 % femmes
48 % hommes



Effectifs du secteur administratif par catégories d'emploi

- Personnel d'encadrement 4,7 %
- Professionnels 29,6 %
- Fonctionnaires 38,8 %
- Ouvriers 15,5 %
- Agents de la paix 7,1 %
- Étudiants et stagiaires 4,4 %

Taux de représentativité des groupes cibles

Communautés culturelles	5,0 %
Anglophones	2,2 %
Autochtones	0,5 %
Personnes handicapées	0,9 %

Formation sur le harcèlement psychologique

L'Assemblée nationale, au moyen de la *Politique relative à la prévention et à la gestion des situations de harcèlement au travail*, adoptée le 4 juin 2015, émet une volonté claire d'assurer un milieu de travail sain et harmonieux ainsi que de prévenir toute forme d'incivilité ou de harcèlement au travail. En 2017, des séances de formation ont été offertes à l'ensemble du personnel administratif au sujet de la prévention de l'incivilité, des conflits et des situations de harcèlement au travail. Cette activité d'information s'ajoute aux différentes actions déployées en continu pour sensibiliser les élus, le personnel politique et administratif à l'importance du *vivre-ensemble* au travail, telles des séances de formation destinées notamment aux gestionnaires et aux professionnels en situation de gestion.

25 ans de service

Cinq membres du personnel de l'Assemblée nationale comptant **25 ans de service** dans la fonction publique ont été honorés.

Le 30 novembre 2017, une cérémonie a eu lieu pour souligner le dévouement du personnel ayant travaillé 25 ans à l'Assemblée nationale ou dans la fonction publique. M^{mes} Ruth Cusson, Sylvie Deschênes, Isabelle Simard, MM. Martin Duclos et Daniel Lavoie ont tous été honorés lors de cette occasion spéciale, et ce, en présence du président de l'Assemblée nationale, M. Jacques Chagnon, du secrétaire général, M. Michel Bonsaint, et de plusieurs autres invités.



De gauche à droite :
M. Michel Bonsaint, M^{me} Ruth Cusson, M^{me} Sylvie Deschênes, M. Martin Duclos, M. Daniel Lavoie, M^{me} Isabelle Simard, M. Jacques Chagnon.

Gestion immobilière et ressources matérielles

Aménagement de bureaux administratifs à aires ouvertes

Rez-de-chaussée de l'édifice André-Laurendeau

Les espaces situés au rez-de-chaussée de l'édifice André-Laurendeau ont été rénovés pour accueillir de nouveaux bureaux administratifs. Ce projet avait comme objectif de créer un prototype d'espace de travail dans le but d'établir la nouvelle vision de l'Assemblée nationale en matière d'aménagement. Ce projet a été réalisé avec la collaboration du personnel par l'entremise d'un comité consultatif. Ce dernier a eu l'occasion de contribuer à l'aménagement de nouveaux espaces en fonction des tendances actuelles d'aménagement en milieu de travail.

Le projet a permis de créer dix-huit nouveaux postes de travail à aires ouvertes, dont trois sont munis de tables de travail ajustables, en position debout. Des espaces de travail collaboratif, un bureau de direction, une salle de réunion, un coin-repas et deux salles de toilette complètent cet aménagement, lequel met en valeur l'architecture de l'édifice et trace le chemin pour les années à venir.

Coût : 900 000 \$

Construction et aménagement d'un débarcadère sécurisé

Dans le but d'améliorer la sécurité, lors de la réception du courrier, des colis et des marchandises, un nouveau débarcadère a été construit et aménagé à l'extérieur des édifices appartenant à l'Assemblée nationale. Ce nouveau débarcadère est conforme à toutes les exigences en matière de sécurité et de détection. Il permet de sécuriser l'ensemble des intrants et il a été réalisé en collaboration avec la Société québécoise des infrastructures. Il sera partagé avec plusieurs entités limitrophes comme le Secrétariat du Conseil du trésor, le ministère de la Sécurité publique et le ministère du Conseil exécutif. La détection et le tri des intrants seront effectués par le personnel de l'Assemblée nationale.

Coût : 1,5 M\$

I ANNEXE

Sigles des onze commissions de l’Assemblée nationale

CAP :	Administration publique
CAPERN :	Agriculture, pêcheries, énergie et ressources naturelles
CAT :	Aménagement du territoire
CAN :	Assemblée nationale
CCE :	Culture et éducation
CET :	Économie et travail
CFP :	Finances publiques
CI :	Institutions
CRC :	Relations avec les citoyens
CSSS :	Santé et services sociaux
CTE :	Transports et environnement

ANNEXE 1

33 projets de loi publics du gouvernement adoptés

n° 62	CI	Loi favorisant le respect de la neutralité religieuse de l’État et visant notamment à encadrer les demandes d’accommodements pour un motif religieux dans certains organismes (<i>titre modifié</i>) (Vote : Pour 66, Contre 51, Abstention 0) (adopté à la majorité des voix) (automne 2017)
n° 98	CI	Loi modifiant diverses lois concernant principalement l’admission aux professions et la gouvernance du système professionnel (Vote : Pour 102, Contre 0, Abstention 0) (adopté à l’unanimité) (printemps 2017)
n° 99	CSSS	Loi modifiant la Loi sur la protection de la jeunesse et d’autres dispositions (Vote : Pour 112, Contre 0, Abstention 0) (adopté à l’unanimité) (automne 2017)
n°107	CI	Loi visant à accroître la compétence et l’indépendance du commissaire à la lutte contre la corruption et du Bureau des enquêtes indépendantes ainsi que le pouvoir du directeur des poursuites criminelles et pénales d’accorder certains avantages à des témoins collaborateurs (Vote : Pour 61, Contre 49, Abstention 0) (adopté à la majorité des voix) (printemps 2018)
n° 108	CFP	Loi favorisant la surveillance des contrats des organismes publics et instituant l’Autorité des marchés publics (Vote : Pour 107, Contre 0, Abstention 0) (adopté à l’unanimité) (automne 2017)
n° 113	CI	Loi modifiant le Code civil et d’autres dispositions législatives en matière d’adoption et de communication de renseignements (Vote : Pour 97, Contre 0, Abstention 0) (adopté à l’unanimité) (printemps 2017)
n° 115	CRC	Loi visant à lutter contre la maltraitance envers les aînés et toute autre personne majeure en situation de vulnérabilité (Vote : Pour 111, Contre 0, Abstention 0) (adopté à l’unanimité) (printemps 2017)
n° 121	CAT	Loi augmentant l’autonomie et les pouvoirs de la Ville de Montréal, métropole du Québec (adopté à l’unanimité) (automne 2017)
n° 122	CAT	Loi visant principalement à reconnaître que les municipalités sont des gouvernements de proximité et à augmenter à ce titre leur autonomie et leurs pouvoirs (Vote : Pour 50, Contre 42, Abstention 0) (adopté à la majorité des voix) (printemps 2017)
n° 126	CFP	Loi favorisant la santé financière et la pérennité du régime de retraite du personnel d’encadrement et modifiant diverses dispositions législatives (adopté à la majorité des voix) (printemps 2017)
n° 130	CSSS	Loi modifiant certaines dispositions relatives à l’organisation clinique et à la gestion des établissements de santé et de services sociaux (adopté à la majorité des voix) (automne 2017)
n° 131	CTE	Loi modifiant la Loi concernant des mesures de compensation pour la réalisation de projets affectant un milieu humide ou hydrique (adopté à la majorité des voix) (printemps 2017)

n° 132	CTE	Loi concernant la conservation des milieux humides et hydriques (Vote : Pour 103, Contre 0, Abstention 0) (adopté à l'unanimité) (printemps 2017)
n° 133	CI	Loi obligeant le port de l'uniforme par les policiers et les constables spéciaux dans l'exercice de leurs fonctions et sur l'exclusivité de fonction des policiers occupant un poste d'encadrement (<i>titre modifié</i>) (Vote : Pour 99, Contre 4, Abstention 0) (adopté à la majorité des voix) (automne 2017)
n° 134	CRC	Loi visant principalement à moderniser des règles relatives au crédit à la consommation et à encadrer les contrats de service de règlement de dettes, les contrats de crédit à coût élevé et les programmes de fidélisation (Vote : Pour 109, Contre 0, Abstention 0) (adopté à l'unanimité) (automne 2017)
n° 135	CFP	Loi renforçant la gouvernance et la gestion des ressources informationnelles des organismes publics et des entreprises du gouvernement (adopté à la majorité des voix) (automne 2017)
n° 136		Loi n° 2 sur les crédits, 2017-2018 (Vote : Pour 58, Contre 42, Abstention 0) (adopté à la majorité des voix) (printemps 2017)
n° 137	CTE	Loi concernant le Réseau électrique métropolitain (Vote : Pour 82, Contre 26, Abstention 0) (adopté à la majorité des voix) (automne 2017)
n° 138	CI	Loi modifiant le Code de procédure pénale et la Loi sur les tribunaux judiciaires afin de favoriser l'accès à la justice et la réduction des délais en matière criminelle et pénale (adopté à l'unanimité) (printemps 2017)
n° 139	CI	Loi regroupant l'Office Québec/Wallonie-Bruxelles pour la jeunesse, l'Office Québec-Amériques pour la jeunesse et l'Office Québec-Monde pour la jeunesse (Vote : Pour 101, Contre 0, Abstention 0) (adopté à l'unanimité) (automne 2017)
n° 142	Commission plénière	Loi assurant la reprise des travaux dans l'industrie de la construction ainsi que le règlement des différends pour le renouvellement des conventions collectives (Vote : Pour 76, Contre 21, Abstention 0) (adopté à la majorité des voix) (séance extraordinaire) (printemps 2017)
n° 143	CRC	Loi visant à améliorer la qualité éducative et à favoriser le développement harmonieux des services de garde éducatifs à l'enfance (Vote : Pour 80, Contre 30, Abstention 0) (adopté à la majorité des voix) (automne 2017)
n° 144	CCE	Loi modifiant la Loi sur l'instruction publique et d'autres dispositions législatives concernant principalement la gratuité des services éducatifs et l'obligation de fréquentation scolaire (Vote : Pour 57, Contre 44, Abstention 0) (adopté à la majorité des voix) (automne 2017)
n° 146	CFP	Loi donnant suite principalement à des mesures fiscales annoncées à l'occasion du discours sur le budget du 28 mars 2017 (adopté à la majorité des voix) (automne 2017)
n° 147	CTE	Loi concernant l'interdiction d'intenter certains recours liés à l'utilisation des véhicules hors route dans les sentiers faisant partie du réseau interrégional (adopté à l'unanimité) (automne 2017)
n° 148	CSSS	Loi encadrant l'approvisionnement en médicaments génériques par les pharmaciens propriétaires et modifiant diverses dispositions législatives (adopté à l'unanimité) (automne 2017)

n° 149	CET	Loi bonifiant le régime de rentes du Québec et modifiant diverses dispositions législatives en matière de retraite (adopté à l'unanimité) (printemps 2018)
n° 151	CCE	Loi visant à prévenir et à combattre les violences à caractère sexuel dans les établissements d'enseignement supérieur (Vote : Pour 111, Contre 0, Abstention 0) (adopté à l'unanimité) (automne 2017)
n° 154	CI	Loi mettant en œuvre certaines recommandations du rapport du comité de la rémunération des juges pour la période 2016-2019 (adopté à l'unanimité) (automne 2017)
n° 163	CFP	Loi concernant la mise en œuvre de recommandations du comité de retraite de certains régimes de retraite du secteur public et modifiant diverses dispositions législatives (Vote : Pour 106, Contre 0, Abstention 0) (adopté à l'unanimité) (printemps 2018)
n° 164	CI	Loi concernant l'accessibilité de certains documents du Conseil exécutif ou qui lui sont destinés (adopté à la majorité des voix) (printemps 2018)
n° 166	CCE	Loi portant réforme du système de taxation scolaire (Vote : Pour 61, Contre 40, Abstention 0) (adopté à la majorité des voix) (printemps 2018)
n° 177		Loi n°1 sur les crédits, 2018-2019 (adopté à la majorité des voix) (printemps 2018)

9 projets de loi d'intérêt privé adoptés

n° 223	CFP	Loi concernant la continuation de Sous les Auspices de l'association des éleveurs de bétail du district de Beauharnois inc. (adopté à l'unanimité) (printemps 2017)
n° 224	CCE	Loi concernant la subdivision d'un lot situé dans l'aire de protection de la maison Louis-Degneau et en partie dans l'aire de protection de la maison de Saint-Hubert (<i>titre modifié</i>) (adopté à l'unanimité) (automne 2017)
n° 226	CFP	Loi concernant La Société des éleveurs de porcs du Québec (adopté à la majorité des voix) (printemps 2017)
n° 227	CAT	Loi concernant le projet d'aréna et de glaces communautaires de la Ville de Gatineau (adopté à l'unanimité) (printemps 2017)
n° 228	CCE	Loi concernant la copropriété Le 221 St-Sacrement (adopté à l'unanimité) (printemps 2017)
n° 229	CCE	Loi concernant certaines aliénations relatives à l'édifice de la Unity Building (adopté à l'unanimité) (printemps 2017)
n° 230	CAT	Loi concernant la Municipalité de Notre-Dame-des-Pins (adopté à l'unanimité) (automne 2017)
n° 233	CAT	Loi concernant un immeuble situé sur le boulevard Décarie à Montréal (adopté à l'unanimité) (automne 2017)
n° 234	CAT	Loi modifiant la Charte de l'Université de Montréal (adopté à l'unanimité) (printemps 2018)

I ANNEXE 2

FAITS PARTICULIERS

Étude des projets de loi

- Le projet de loi n° 157, Loi constituant la Société québécoise du cannabis, édictant la Loi encadrant le cannabis et modifiant diverses dispositions en matière de sécurité routière, a fait l'objet de consultations à la Commission de la santé et des services sociaux, qui ont duré plus de 40 heures et qui ont permis d'entendre 55 témoins. Au 31 mars 2018, 16 séances avaient été consacrées à l'étude détaillée de ce projet de loi.
- Les projets de loi n° 122 et n° 155 concernant le domaine municipal ont été étudiés par la Commission de l'aménagement du territoire. Au cours de l'étude détaillée de ces projets de loi, 451 amendements ont été examinés par les membres de la Commission.
- À la Commission des finances publiques, ce sont les projets de loi n° 108 portant sur la création de l'Autorité des marchés publics et n° 141 visant à réviser l'encadrement du secteur financier qui ont nécessité le plus de temps avec 66 heures consacrées à l'étude détaillée. Le projet de loi n° 141, dont l'étude se poursuit, compte près de 1500 articles et édicte deux nouvelles lois.
- La Commission de la culture et de l'éducation a procédé à l'étude du projet de loi d'intérêt privé n° 234, Loi modifiant la Charte de l'Université de Montréal. Au total, 20 personnes et organismes ont été entendus avant l'étude détaillée du projet de loi.

Contrôle parlementaire

- La Commission de l'administration publique a déposé en juin 2017 son 36^e rapport et en décembre 2017 son 37^e rapport sur l'imputabilité des sous-ministres et des dirigeants d'organismes publics. Au total, ces deux rapports contiennent 31 recommandations s'adressant aux 14 ministères et organismes entendus lors d'auditions publiques.
- De leur côté, les commissions sectorielles ont examiné la gestion de nombreux organismes, dont le Directeur général des élections, les Fonds de recherche du Québec, la Régie du bâtiment ainsi que la Régie des marchés agricoles et alimentaires du Québec. Ces auditions ont donné lieu à des rapports contenant des observations, des conclusions et une recommandation, qui ont été déposés à l'Assemblée.

Autres mandats

- En avril 2017, la Commission des finances publiques a déposé à l'Assemblée nationale son rapport portant sur le phénomène du recours aux paradis fiscaux contenant 38 recommandations. À la même période, la Commission des institutions a déposé son rapport portant sur l'étude du Rapport sur la mise en œuvre du Code d'éthique et de déontologie des membres de l'Assemblée nationale qui contenait plusieurs observations et conclusions.
- De son côté, la Commission des relations avec les citoyens a poursuivi ses travaux concernant deux mandats d'initiative; l'un portant sur les conditions de vie des femmes autochtones en lien avec les agressions sexuelles et la violence conjugale et l'autre portant sur la place des femmes en politique. Dans le cadre de ce dernier mandat, une consultation en ligne a été tenue de novembre à décembre 2017.
- La Commission de la santé et des services sociaux s'est quant à elle saisie d'une pétition portant sur l'instauration et l'application d'un plan d'action relatif à la maladie de Lyme. Des auditions publiques ont été tenues en mars 2018 et un rapport est en cours d'élaboration.
- Enfin, la Commission des transports et de l'environnement a déposé à l'Assemblée nationale, en décembre 2017, un rapport portant sur un mandat d'initiative qu'elle s'est donné sur l'utilisation des appareils de téléphonie mobiles au volant. Ce rapport contient des observations et une conclusion.

ANNEXE 3

Rapports - Commissions

	Titre du rapport
CAP	Auditions des sous-ministres et des dirigeants d'organismes publics sur leur gestion administrative - Observations, conclusions et 22 recommandations - 36 ^e rapport (Juin 2017)
CAP	Auditions des sous-ministres et des dirigeants d'organismes publics sur leur gestion administrative - Observations, conclusions et 9 recommandations - 37 ^e rapport (Décembre 2017)
CAPERN	Examen des orientations, des activités et de la gestion administrative de la Régie des marchés agricoles et alimentaires du Québec - Observations et conclusions (Novembre 2017)
CET	Examen des orientations, des activités et de la gestion administrative de la Régie du bâtiment du Québec et audition du Regroupement des activistes pour l'inclusion au Québec - Observations, conclusions et une recommandation (Juin 2017)
CET	Examen des orientations, des activités et de la gestion administrative du Fonds de recherche du Québec - Nature et technologies - Observations et conclusions (Novembre 2017)
CET	Examen des orientations, des activités et de la gestion administrative du Fonds de recherche du Québec - Santé - Observations et conclusions (Novembre 2017)
CET	Examen des orientations, des activités et de la gestion administrative du Fonds de recherche du Québec - Société et culture - Observations et conclusions (Novembre 2017)
CFP	Le phénomène du recours aux paradis fiscaux - Observations, conclusions et 38 recommandations (Avril 2017)
CI	Étude du Rapport sur la mise en œuvre du Code d'éthique et de déontologie des membres de l'Assemblée nationale - Observations et conclusions (Avril 2017)
CI	Audition du Directeur général des élections du Québec - Observations et conclusions (Décembre 2017)
CI	Audition du Directeur de l'état civil et du Curateur public du Québec à la suite de la consultation générale sur le rapport quinquennal 2016 intitulé « Rétablir l'équilibre - Rapport sur l'application de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels et de la Loi sur la protection des renseignements personnels dans le secteur privé » - Observations (Décembre 2017)
CTE	Mandat d'initiative portant sur l'utilisation des appareils de téléphonie mobiles au volant - Observations et conclusions (Décembre 2017)

Direction des communications, des programmes éducatifs et de l'accueil
Division de la reprographie et de l'imprimerie
Assemblée nationale du Québec

Juin 2018



Papier fabriqué au Québec

